



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



SOMMAIRE

1	AVANT-PROPOS	P.4
2	LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019	P.6
3	LA VIE ASSOCIATIVE	P.8
4	LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GRDR EN 2019	P.12
	CHAPITRE 1 PROMOUVOIR LE DIALOGUE SUR ET ENTRE LES TERRITOIRES	P.16
	CHAPITRE 2 S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	P.26
	CHAPITRE 3 S'INSCRIRE AU CŒUR DE LA TRANSITION URBAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST	P.34
	CHAPITRE 4 LES JEUNES, DES ACTEURS CLÉS POUR LES TERRITOIRES	P.42
	CHAPITRE 5 L'ENGAGEMENT : DU STATUT DE BÉNÉFICIAIRE AU RÔLE DE CITOYEN ENGAGÉ	P.48
	CHAPITRE 6 ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	P.56
5	LES RESSOURCES PARTAGÉES EN 2019	P.64
6	RÉSEAUX	P.66
7	NOS FINANCES EN 2019	P.72
8	ORGANIGRAMME	P.74
9	ADRESSES & CONTACTS	P.75

AVANT-PROPOS

de Francis Monthé, Président du Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
et Arezki Harkouk, Directeur exécutif



L'année 2019 a été une année très particulière pour le Grdr. Notre association a fêté ses 50 ans ! Et ce fut pour nous une occasion unique de regarder le chemin parcouru. Mais aussi et surtout de nous tourner vers l'avenir, d'analyser les défis qu'il nous reste à relever.

Force est de constater que depuis la création de notre association, le 18 juin 1969, le monde a bien changé ! Les rapports nord-sud ont laissé la place à des enjeux mondiaux tels les changements climatiques, la question de la gestion des ressources naturelles, les questions environnementales, qui nous concernent tous.

En Afrique de l'Ouest les distinctions entre milieu rural et urbain s'atténuent sous l'effet de la croissance démographique. Les villes grossissent, une classe moyenne émerge. Les questions liées à l'approvisionnement des villes, au commerce, à l'entrepreneuriat, à l'énergie se posent en des termes nouveaux. L'emploi des jeunes est désormais un défi majeur pour l'avenir de la région. L'inactivité et

le chômage des moins de 35 ans représentent une menace réelle pour la cohésion et le développement. La paix et la prévention des conflits sont désormais au cœur des préoccupations tout comme les inégalités croissantes.

En France, les « 30 glorieuses » ont laissé la place à une succession de crises économiques à peine atténuées par quelques périodes de reprise. Les législations qui régissent les migrations se raidissent, influencées par des politiques de plus en plus orientées vers des argumentaires populistes. Un grand nombre de jeunes sont contraints par les politiques européennes de mettre leur vie en péril sur des routes migratoires parsemées de dangers mortels, sans la moindre protection. Ceux qui arrivent à destination sont souvent condamnés à vivre dans des conditions indignes et inacceptables.

Les migrants de la 1^{ère} génération, que le Grdr a longuement accompagnés, ont vieilli. Un grand nombre d'entre eux, sou-

vent les plus précaires, sont confrontés à des difficultés pour faire valoir leurs droits à la retraite et à la santé. La dématérialisation des services publics les fragilise d'autant plus qu'ils doivent également faire face à la fracture numérique. Les générations plus jeunes ne se reconnaissent pas forcément dans les modes d'action de leurs aînés, ce qui nous oblige à repenser en permanence nos modes d'actions. Eux aussi sont régulièrement confrontés aux problématiques de l'accès à l'emploi ou aux discriminations. Les femmes immigrées aussi sont plus nombreuses, souvent même plus diplômées que les hommes. Pourtant, en plus d'être confrontées aux discriminations d'origine, elles doivent faire face à celles du genre. Autant de défis auxquels le Grdr tente de répondre.

A l'heure de la pandémie mondiale, qui nous a tous surpris, tous ces enjeux, qui ont été inscrits dans notre plan d'action 2020-2024 lors de notre Assemblée Générale de septembre 2019, semblent

plus que jamais d'actualité. Les mesures prises par les états ont fragilisé un grand nombre de personnes, en premier lieu les plus précaires, à commencer par les personnes issues de la migration qui vivent en France. Mais aussi toutes celles et ceux qui vivent de la production et de la vente de produits agricoles en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, ou encore tous ces jeunes qui vivent au quotidien de l'économie informelle en dehors de toute protection sociale.

Dans ce monde interdépendant, en plein bouleversement et en perte de repères, nous restons convaincus que la démarche de recherche-action que nous portons est plus que jamais nécessaire pour dépassionner les débats, proposer des solutions pour renforcer ce « bien vivre-ensemble » dont nous avons plus que jamais besoin.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2019

FÉVRIER

07/02. Atelier « Pour une compréhension commune des politiques migratoires » organisé par la commission « Migrations » de Coordination Sud dont le Grdr est chef de file
→ Paris – France

22/02. Forum « Les migrations, moteur du développement de Aïn Draham » → Aïn-Draham – Tunisie

27/02. Forum Régional « Migration et Développement » co-organisé avec l'OIM, l'ARDS et l'UASZ.

28/02 > 01/03. Rencontre transfrontalière entre l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK – Mali) et l'intercommunalité du Karakoro (INKA – Mauritanie)
→ Kayes (Mali)

MARS

23/03. Journée culturelle « 10 ans de la FADERMA – 50 ans du Grdr »
→ Mantes la Jolie – France

29/03. Les enjeux du « vivre ensemble » : Trajectoires migratoires et Insertion socioprofessionnelle »
50 ans du Grdr → Paris – France

AVRIL

04/04. Forum « Inclusion des jeunes et des femmes dans la gouvernance et la planification locale par les Technologies de l'Information et de la Communication »
→ Kayes – Mali

06/04. « Ensemble, hier, aujourd'hui, demain » – Le RAME fête les 50 ans du Grdr → Bobigny – France

Événements 50ans du Grdr

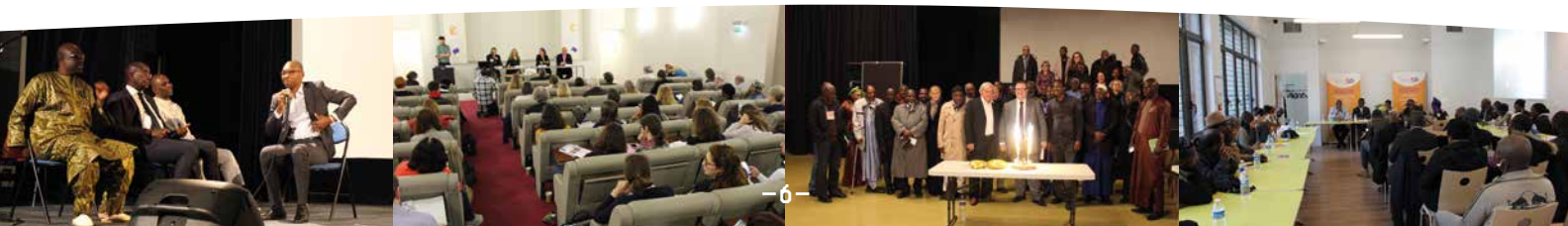
17/04. Mise en place du cadre de concertation transfrontalier à la frontière du Sénégal et de la Guinée-Bissau
→ Goudomp – Sénégal

18/04. « Migration et vieillissement : des enjeux à partager pour un défi commun » - 50 ans du Grdr
→ Montreuil – France]

MAI

04/05. « La place de la diaspora dans la recherche de la paix au Mali » - Le Grdr fête ses 50 ans aux côtés de la CADERKAF
→ Montreuil – France

Grdr **50** ans
1969-2019





JUIN

15/06_ 50 ans du Grdr- « Le Grdr fête les migrations ! » → Montreuil – France

22/06_ Assemblée générale du Grdr : validation du rapport d'activité et élection du CA

29/06_ « Les migrations font bouger le monde » → « le Grdr fête ses 50 ans dans les Hauts-de-France »

JUILLET

12/07_ Conférence pour la paix au Mali « 7 ans après SERVAL, où en sommes-nous ? » → à l'Assemblée Nationale – Paris – France

24/07_ Fête de la ville à Canchungo. Le Grdr y a fêté ses 50 ans.

25- 26/07_ Rencontre transfrontalière entre l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK – Mali) et l'intercommunalité du Karakoro (INKA – Mauritanie) → à Sélibaby (Mauritanie)

SEPTEMBRE

26/09_ Assemblée générale du Grdr – validation du plan d'action (2020-2024) et des comptes annuels

OCTOBRE

04/10_ Présentation de l'étude «La Seine-Saint-Denis dans le monde, le monde en Seine-Saint-Denis» → Saint-Denis – France

17/10_ Atelier de prospective territoriale « Bassin du fleuve Sénégal » → Gouraye – Mauritanie

18/10_ Restitution de l'étude sur les impacts socio-environnementaux et économique de l'orpaillage traditionnel dans la zone transfrontalière de Kéniéba (Mali), Maali (Guinée) et Kédougou (Sénégal) → Kéniéba – Mali

NOVEMBRE

09/11_ Atelier «Construire ensemble l'avenir du Diembering et du Diassing» → Paris – France

20/11_ Insertion socioprofessionnelle des primo-arrivants et réfugiés : Des orientations nationales aux pratiques locales inspirantes → Dijon – France

DÉCEMBRE

06-08/12_ « Festival des 3 rives : au cœur du transfrontalier » fête des 50 ans du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal (Diogountouro – Mauritanie)

18-19/12_ Assemblée générale du réseau des maires du bassin du fleuve Sénégal (Bakel – Sénégal)

21/12_ Festival transfrontalier « Guinée-Bissau – Sénégal » à Goudomp - le Grdr fête ses 50 ans

27/12_ Restitution de l'étude « plan-climat énergie du Benkadi » (Kayes – Mali)



LA VIE ASSOCIATIVE DU GRDR

EN 2019, LE GRDR A FÊTÉ SES 50 ANS !

Il aura bien fallu une année entière, entre mars 2019 et février 2020 pour célébrer les 50 ans du Grdr, aussi bien dans une dimension partenariale forte que dans une dimension territoriale, sur les terrains d'action du Grdr.

Les événements se sont succédés tout au long de cette année anniversaire, grâce à une forte mobilisation des salariés, des bénévoles et de nos partenaires, qu'ils soient associatifs ou institutionnels, de taille nationale ou d'implantation locale. Nous tenions à construire et partager ce temps fort de notre existence avec eux. Que tous soient sincèrement remerciés. Travaillant ensemble au quotidien, partageant les mêmes valeurs, les mêmes efforts et les mêmes difficultés, il allait de

soi que notre anniversaire ne pouvait avoir de sens que réunis ensemble pour le fêter et le célébrer.

LA LISTE EST LONGUE DE CES ÉVÉNEMENTS QUI ONT PONCTUÉ L'ANNÉE DE NOS 50 ANS...

➤ Avec les fédérations d'associations de migrants, évidemment. Nous avons fêté conjointement *les 50 ans du Grdr et les 10 ans de la Fédération des Associations de développement de Matam Sénégal (FADERMA)* à Mantes-la-Jolie, le 23 mars 2019; c'est ensuite avec le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME) que nous avons passé une journée conviviale d'échange et de partage intitulée « *Ensemble hier, aujourd'hui, demain* » autour des questions de partenariat et de co-développement le 6 avril 2019, à Bobigny ; ce fut ensuite avec la Coordination des associations de développement de la région de Kayes (CADERKAF) le 4 mai 2019 à Montreuil avec pour l'occasion un temps de réflexion commune sur « *la place de la diaspora dans la recherche de la paix au Mali* ».

➤ Avec nos partenaires institutionnels et associatifs sur les territoires. En Île-de-France une première journée fut consacrée aux « *enjeux du « vivre ensemble » : trajectoires migratoires et insertion socio-*

professionnelle » le 29 mars 2019 au point Paris Emploi du 10^{ème} arrondissement de Paris. Une seconde journée nous permit de nous retrouver à la Maison ouverte à Montreuil le 18 avril 2019 pour un forum intitulé « *Migration et vieillissement : des enjeux à partager pour un défi commun* » avec en point d'orgue une conférence gesticulée sur l'histoire de l'immigration, avec Gérard Noiriel, historien de l'immigration et du racisme. Dans les Hauts-de-France, à Lille, s'est tenu le 29 juin 2019 le forum « *Les migrations font bouger le monde* » incluant une réflexion autour de la problématique migrations et villes inclusives, un parcours d'ECSI autour des ODD et un thé palabre sur le rôle des diasporas dans le développement qui a réuni nos partenaires en France, en Espagne et Italie.

➤ Le Grdr se devait d'organiser *une grande fête pour son anniversaire*. Elle a eut lieu le 15 juin 2019 au Café « La pêche » à Montreuil. Un moment très chaleureux et plein d'émotions qui permit à nos anciens de se retrouver de manière conviviale et intergénérationnelle. Ce fut ensuite *une belle fête populaire* à Canchungo, en Guinée-Bissau, le 24 juillet. Le Grdr et son COS ont fêté, avec notre partenaire de la coordination des associations locales (la CONGAI) les 46 ans de la ville de Can-

chungo, les 50 ans du Grdr et ces 10 ans d'établissement en Guinée-Bissau.

➤ Pour clore l'année d'anniversaire deux événements majeurs furent organisés et connurent un beau succès : le *Festival des 3 rives à Diogountouro* en Mauritanie, à la confluence du fleuve Sénégal et de la Falémé, aux confins de la Mauritanie, du Mali et du Sénégal, du 6 au 8 décembre 2019, et qui rassembla quelques 12 000 personnes... Et la conférence débat du 28 février 2020 à l'auditorium de la Mairie de Paris, intitulée « *Les migrations font bouger le monde*. »

➤ On ne saurait conclure cet inventaire sans citer la publication du livret-album « *Une histoire des migrations. Le Grdr raconté par ceux qui l'ont vécu* » et l'aventure du roman écrit par François Dibot et intitulé « *Les transfrontaliers* », ouvrage édité pendant le confinement provoqué par le coronavirus.

Merci à tous nos partenaires, associations de migrants, Fondations, partenaires institutionnels, réseaux et collectifs, élus des collectivités territoriales, responsables des services déconcentrés de l'état et autres hommes et femmes de terrain d'ici et de là-bas, sans lesquels rien n'aurait été possible !

Merci pour la confiance dont ils nous honorent, qu'il s'agisse du CCFD-TS, de la Fondation Abbé Pierre ou qu'il s'agisse de bailleurs publics, AFD, Union européenne, collectivités territoriales...



EN 2019, LE GRDR SE DOTE AUSSI D'UN PLAN D'ACTION 2020-2024

Les 50 ans constituent certes un moment important de l'histoire du Grdr, mais ils ne sont au final qu'une étape pour mieux s'inscrire dans l'évolution du monde et les perspectives de l'avenir. C'est dans cet esprit que le Grdr a élaboré un nouveau plan d'action 2020-2024, adopté en Assemblée Générale en septembre 2019.

Parmi ces grandes orientations, il propose :

➤ de rester fidèles aux populations et aux territoires sur lesquels nous sommes engagés, en s'adaptant à leurs besoins, en soutenant leur expression, en prenant en compte les priorités territoriales

➤ d'innover pour relever durablement les défis auxquels les femmes et les hommes sont confrontés sur place dans les domaines variés comme l'agro écologie, l'entrepreneuriat, l'« Economie Sociale et Solidaire », la culture, la question de la jeunesse ou celle des femmes

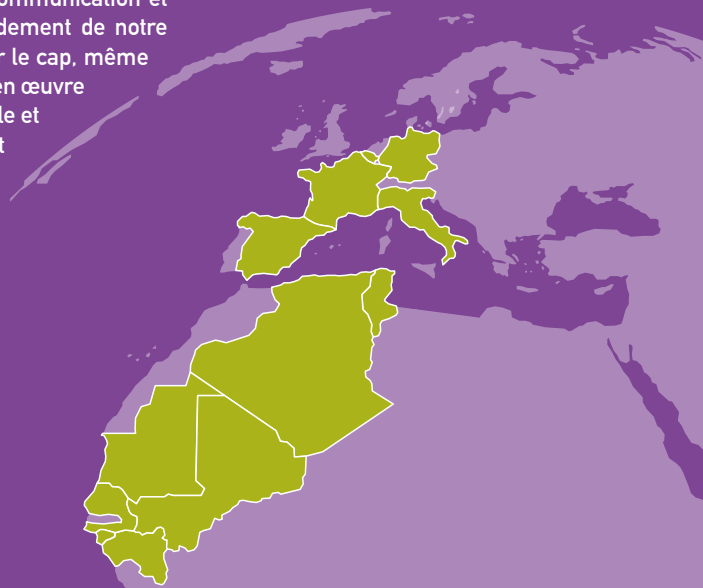
➤ de multiplier les actions double-espace, en allant à la rencontre des organisations de la diaspora et en leur fournissant notre appui

➤ de garder en permanence à l'esprit cette idée fondamentale que seule la paix peut permettre le développement, générer la possibilité de se projeter dans l'avenir et de le construire. C'est par la prévention des conflits, la lutte contre les discriminations, le dialogue, l'échange et l'entente entre les hommes, y compris dans les dynamiques transfrontalières, que nous pourrions contribuer à préserver cet équilibre si fragile.

Ce plan d'action définit des objectifs précis et ambitieux pour consolider notre association en termes de vie associative et des « Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) », de ressources humaines et financières, de communication et de partenariats. Il est un fondement de notre action, un repère pour garantir le cap, même si sa première année de mise en œuvre s'avère particulièrement difficile et si les deux suivantes risquent fort d'être troublées par une crise économique et sociale particulièrement profonde.

PLAN D' ACTIONS stratégie globale

2020-2024



LE GRDR

EN QUELQUES CHIFFRES

185
ADHÉRENTS

18
ADMINISTRATEURS

7
VIE ASSOCIATIVE

CONSEILS D'ORIENTATION
ET DE SUIVI (COS) composés
d'adhérents qui accompagnent
régulièrement nos cellules de
Kayes, Bakel, Sélibaby, Kaédi,
Canchungo, Ziguinchor et
des Hauts-de-France

96
BÉNÉVOLES
mobilisés sur nos
activités (dont
42 membres de
COS).

20
ACTIONS

PROJETS DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE mis en
œuvre dans 8 pays (Mali,
Mauritanie, Sénégal,
Guinée-Bissau, Guinée,
Algérie, Tunisie,
France).

108
RESSOURCES HUMAINES

SALARIÉS DONT 73 CDI
(8 expatriés) – 13 nouvelles
embauches en 2019, 5 Volon-
taires de solidarité internatio-
nale (VSII), 10 volontaires de
service civique (VSC) et 27
stagiaires en France en
Afrique de l'ouest et
du Nord.

LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GRDR EN 2019

- CELLULES
- REPRÉSENTATIONS INSTITUTIONNELLES
- ZONES D' ACTIONS
- VALORISATION ET SOUTIEN DU TISSU ASSOCIATIF LOCAL
- PLAIDOYER SUR LES POLITIQUES MIGRATOIRES
- STRUCTURATIONS DES FILIÈRES AGROPASTORALE ET AGROALIMENTAIRE
- AMÉLIORATION DE L'HABITAT
- GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ
- ACCÈS À L'EAU POTABLE ET INGÉNIERIE DE L'ASSAINISSEMENT
- FORMATION ET INSERTION ÉCONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES

NOUAKCHOTT



MAURITANIE

GORGOL

KAEDI

GUIDIMAKHA

MATAM

SÉLIBABY

DAKAR

SÉNÉGAL

BAKEL

KAYES

TAMBACOUNDA

MALI

ZIGUINCHOR

GUINÉE-BISSAU

BAMAKO

CANCHUNGO

BISSAU

LE GRDR EN AFRIQUE DE L'OUEST

Sources : Grdr



VALORISATION ET SOUTIEN
DU TISSU ASSOCIATIF LOCAL



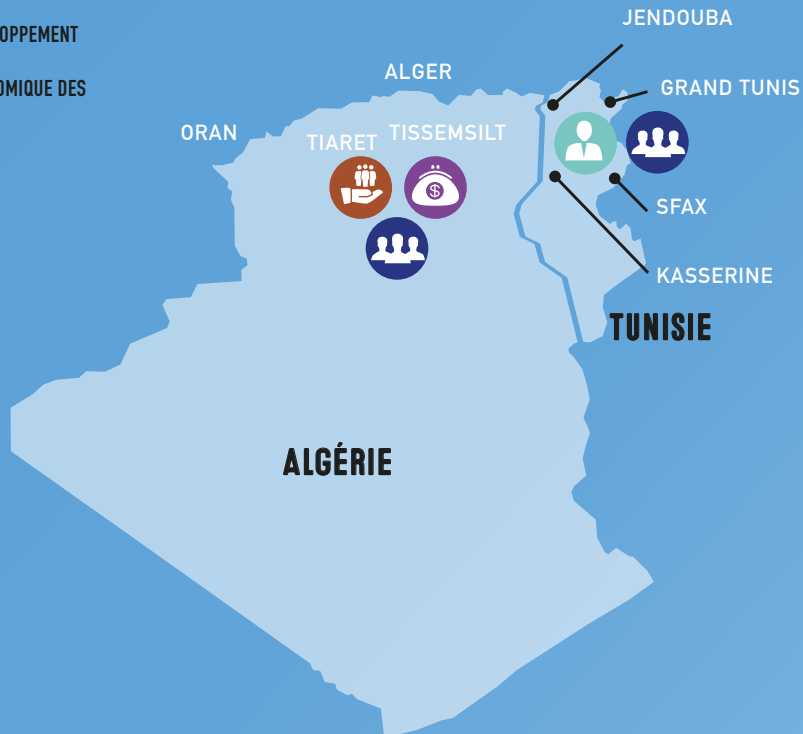
EXPERTISE MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT



FORMATION ET INSERTION ÉCONOMIQUE DES
JEUNES ET DES FEMMES



DÉVELOPPEMENT LOCAL



LE GRDR AU MAGHREB

● CELLULES



VALORISATION ET SOUTIEN
DU TISSU ASSOCIATIF LOCAL



INSERTION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS



FORMATION DES PROFESSIONNELS
EN CHARGE DE L'ACCUEIL DES MIGRANTS



EDUCATION À LA CITOYENNETÉ
ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



ACTION SOCIALE ET SANITAIRE



PAYS DANS LESQUELS LE GRDR A
DÉVELOPPÉ DES PARTENARIATS

LE GRDR EN FRANCE





PROMOUVOIR LE DIALOGUE SUR ET ENTRE LES TERRITOIRES

Depuis vingt ans, le Grdr propose une méthodologie de travail basée sur le dialogue qui permet d'associer tous les acteurs du territoire. Elle permet de produire des connaissances communes et de les partager pour une meilleure maîtrise locale de la décision et de l'action. Les autorités territoriales sont ainsi mieux en mesure de définir les priorités de développement local et de construire des projets adaptés qui profitent au plus grand nombre, à commencer par les personnes les plus vulnérables.



Ces activités sont financées par...



© JB Russell



© JB Russell



© JB Russell



SE CONCERTEUR POUR PÉRENNISER LES RESSOURCES NATURELLES

En Afrique de l'Ouest, les enjeux pour améliorer les conditions de vie sont multiples : emploi des jeunes, autonomisation économique des femmes, accès aux services sociaux de base (eau, santé, éducation, sécurité alimentaire)... Dans un contexte de forte croissance démographique, cela passe en grande partie par une gestion concertée et raisonnée des ressources naturelles, sources de revenus pour un grand nombre de personnes. Celles-ci sont soumises à de fortes pressions, sous l'effet de l'action croissante de l'homme conjuguée aux changements climatiques (cf. chapitre suivant).

Sur le littoral qui relie la Casamance et le nord de la Guinée-Bissau, les inquiétudes sont orientées sur les effets de la déforestation et de la pression sur les ressources halieutiques. En 2019, le Grdr a accompagné la mise à jour des plans d'actions prioritaires de plusieurs localités telles Diembéring, Kalounayes, Dias-

sing (au Sénégal) et Suzana, Birban et Canchungo (en Guinée-Bissau). Il en ressort clairement que l'articulation entre objectifs de développement économique et préservation de l'environnement est au cœur des préoccupations. Cela s'est traduit par la mise en place d'actions prioritaires, adaptées à ces enjeux : plus de 600 producteurs de noix de cajou, 540 productrices d'huile de palme, 318 salicultrices et de 140 femmes maraîchères ont été formées et accompagnées sur la gestion des écosystèmes, l'amélioration de la productivité économique et agronomique et sur les circuits de commercialisation. De même, un travail similaire a été entrepris aux côtés de 413 pêcheurs afin de préserver les ressources halieutiques. Une révision de la convention intercommunale regroupant 6 communes sénégalaises est d'ailleurs en cours pour y intégrer l'Aire Marine Protégée (AMP) de Niamone-Kalounaye.



AGIR À L'ÉCHELLE INTERCOMMUNALE

Dans des zones interconnectées et transfrontalières, telles que la moyenne vallée du fleuve Sénégal ou celle du littoral précédemment citée, la gestion des ressources naturelles ne peut être efficace si elle est traitée à l'échelle d'un seul territoire administratif. Les cours d'eau, les forêts, les exploitations minières, les transhumances et les déplacements réguliers des habitants ne se limitent pas aux frontières administratives. Les pratiques locales ont des impacts et des conséquences sur les territoires limitrophes.

C'est la raison pour laquelle le Grdr propose une méthode d'accompagnement des collectivités territoriales qui promeut le cadre intercommunal et, dans la mesure du possible, transfrontalier. C'est par exemple en grande partie grâce à son impulsion que des intercommunalités ont été formalisées ces dernières années dans le Guidimakha, en Mauritanie.

Au-delà de la formalisation, l'accompagnement du Grdr consiste à produire des études et des animations territoriales qui vont permettre de définir des actions prioritaires pour relever les défis de l'exploitation et du renouvellement de ces ressources naturelles.

C'est également cette logique qui a prévalu au Mali lors de la réalisation de l'étude en vue de la mise en place d'un plan climat-énergie au sein de l'intercommunalité du Benkadi, qui regroupe quatre communes. Elle a d'ailleurs inspiré des associations de jeunes qui ont mis en place une association intercommunale dont certaines activités sont directement tirées de l'étude, notamment en matière de gestion des ressources naturelles et d'électrification des villages.



« Dans le Guidimakha, l'utilisation de moyens techniques modernes (utilisation de drone, de moyens de géolocalisation) permet de mieux maîtriser et cartographier les territoires afin d'alimenter les perspectives territoriales » →



© En Haut



COOPÉRER AU DELÀ DES FRONTIÈRES

Dans ces zones transfrontalières, la possibilité de circuler d'un pays à l'autre offre des opportunités de développement économiques majeures. Elle fait pleinement partie des stratégies de résilience des éleveurs transhumants par exemple ou de nombreuses familles qui produisent puis commercialisent de part et d'autre de la frontière. Les enjeux de coopération entre les territoires sont souvent sous-estimés, mais sont pourtant essentiels, y compris

pour assurer la sécurité alimentaire de ces régions éloignées des capitales, notamment en matière d'approvisionnements alimentaires.

Pour le Grdr, ce dialogue entre territoires transfrontaliers est un enjeu majeur. En 2019, nous avons appuyé 5 entités légales sénégalaises et Bissau guinéennes pour former un comité de pilotage réunissant au sein d'un même cadre d'échange plus de 20 membres (préfets, représentants de

conseil départemental ou des communes, société civile, etc.). Dans la foulée, une étude a été produite, pour comprendre les dynamiques existantes au sein de cette zone transfrontalière (déographie, mobilité, économie, connexion territoriale, gestion des ressources...). Elle permettra ensuite d'agir pour renforcer la coopération de « bon voisinage » sur la gestion durable des ressources naturelles.

“ TÉMOIGNAGE

« L'entente foncière du bassin du Karakoro (Mauritanie et Mali) a commencé par des concertations intercommunales qui ont permis d'obtenir des actes concrets signés par les autorités administratives, avec l'appui du Grdr. Cette approche est intercommunale, transfrontalière entre les deux rives du Karakoro, côté Mali et côté Mauritanie.

Par la concertation et l'association, cela a ramené la paix so-

ciale. Les exemples ne manquent pas. Cela a permis de régler certains conflits agriculteurs-éleveurs inter villageois ou intercommunaux sur les deux rives du Karakoro, avant même qu'ils soient exprimés aux autorités concernées. »

BRAHIM NIANA BA

Maire de Lahraj, membre de l'intercommunalité du Karakoro.

Extrait de l'étude d'impact - 20 ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal

A la frontière entre le Mali et la Mauritanie, la coopération entre l'intercommunalité du Karakoro et son pendant malien, l'association des communes du Guidimakha Kaffo (ACGK) se pérennise. Le cadre de concertation transfrontalier s'est réuni le 28 février à Kayes, puis le 25 juillet 2019 dans les locaux de la cellule du Grdr à Sélibaby. Il travaille à la mise en place de dispositifs et d'actions communes, concrètes, permettant de développer des infrastructures et de faciliter la circulation des personnes et des biens. Les mesures qui ont été décidées, validées par les autorités des deux pays, ont sensiblement permis de réduire les conflits entre éleveurs transhumants et agriculteurs. Prochaine étape, la construction d'un projet transfrontalier « eau & assainissement » totalement inédit.

C'est toujours dans cette logique de dialogue transfrontalier que s'est tenue l'assemblée générale du réseau des maires du bassin du fleuve Sénégal à Bakel, les 19 et

20 décembre dernier. Ce réseau, dont le Grdr a appuyé la naissance et assure la fonction de rapporteur, regroupe des maires de communes sénégalaises, mauritaniennes et maliennes qui échangent et portent un plaidoyer sur les enjeux locaux de cette zone transfrontalière.

Ces dynamiques transfrontalières sont fortement plébiscitées par les populations riveraines et les autorités locales. Mais les services centraux des États restent encore très soucieux des souverainetés nationales. Cependant, ils observent avec intérêt et le plus souvent soutiennent ces initiatives. La plupart reconnaissent l'importance de renforcer leurs capacités thématiques pour pouvoir les promouvoir, y compris au sein des institutions sous régionales (OMVS, CEDEAO, CILSS...) qui ont font de plus en plus une priorité dans leurs agendas.





INCLURE LES MOBILITÉS HUMAINES : «LE DOUBLE-ESPACE»

Tous les territoires d'établissement du Grdr sont des territoires traditionnels d'émigration. A travers des envois d'argent à leur famille, des projets collectifs de solidarité ou encore l'apport de compétences et de savoir-faire, les migrants sont une ressource essentielle pour les populations des territoires d'origine. En parallèle, un certain nombre de ces régions accueillent désormais un grand nombre de personnes venues de pays limitrophes, y compris de manière saisonnière. Que ce soit dans le sens des arrivées, des départs ou de passage, ces mobilités humaines sont une réalité de plus en plus visible et nécessaire au développement de ces régions. Elles contribuent aux innovations techniques et fournissent la main d'œuvre indispensable tant pour le milieu urbain que rural.

Pour le Grdr, elles font pleinement partie des stratégies de développement local et

doivent donc être intégrées dans les plans de développement des territoires. L'objectif est de faire en sorte que les émigrés et les immigrés soient pleinement considérés comme acteurs du développement. Mais cela n'est possible que si les projets portés par la diaspora sont adaptés aux besoins du territoire tout en répondant bien à ces aspirations. On note d'ailleurs une tendance assez nette de la part des associations de migrants, à vouloir contribuer au développement économique, afin de créer des emplois, notamment pour offrir des alternatives aux jeunes qui seraient tentés de prendre des routes migratoires pour la plupart illégales et devenues scandaleusement meurtrières.

Cette coordination entre besoins locaux et offres des projets passe nécessairement par le renforcement du dialogue entre ceux qui vivent sur le territoire et ceux qui s'impliquent à distance, entre « ici » et

« là-bas », le « double-espace ». C'est ainsi qu'en Tunisie le Grdr a animé plusieurs formations tout au long de l'année 2019 afin d'initier cette culture du dialogue pas toujours évidente à distance et à l'échelle d'une collectivité territoriale. Dans les communes de Beni-Khedache, Sbeitla et Aïn Draham, ces animations territoriales aboutiront à la mise en place de cadres de concertations incluant des Tunisiens ressortissants de l'étranger. Des « profils migratoires » sont en cours de réalisation, sur le modèle de celui de Mahrès, parue au début de l'année 2019. Ces documents monographiques basés sur des analyses historiques, des études thématiques et des recensements sociodémographiques permettent à tous les acteurs locaux de mieux mesurer l'impact et les effets des actions des migrants sur leurs territoires, et d'agir en conséquence.

C'est une démarche similaire qui est en cours à Boké, en Guinée, nouvelle cellule créée par le Grdr en 2019. Le profil migratoire est en cours de réalisation, parallèlement à la monographie territoriale. Autant d'éléments qui permettront ensuite d'actualiser le plan de développement local et la planification des actions prioritaires en y intégrant les mobilités humaines. C'est par exemple le cas à Bakel, au Sénégal, où le plan de développement départemental a été actualisé en 2019, avec l'appui de l'équipe du Grdr. Il a été adopté en Conseil Départemental et approuvé par le préfet du département. La création d'un espace « Migration Développement », sur le modèle de celui qui existe à Kayes depuis de nombreuses années, fait partie des axes de travail qui ont été formulés.



20 ANS D'ACTION DU GRDR DANS LE BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL... QUEL IMPACT?

Au tournant des années 2000, le Grdr a changé son approche du développement pour travailler désormais plus étroitement avec les autorités décentralisées. Vingt ans plus tard, il est apparu nécessaire d'en mesurer l'impact afin de mieux comprendre les forces de notre action et ses faiblesses.

Cette étude d'impact encouragée par l'AFD et le CCFD a été réalisée par l'association Efficooop, qui a effectuée plusieurs missions sur le terrain à la rencontre des acteurs du bassin du fleuve Sénégal. Il en ressort trois principales conclusions :

➤ **Le Grdr a clairement contribué à l'émergence d'un certain nombre de leaders et de cadres du développement** (maires, conseillers municipaux, techniciens d'agences de développement, leaders associatifs...). Nombreux sont ceux qui s'accordent pour dire

que le Grdr a été « une école » pour eux. De manière plus générale, il en ressort que les principaux acteurs du développement sont mieux formés pour prendre des décisions.

➤ **Une gouvernance locale plus inclusive et transparente :**

l'utilisation d'un processus de planification participatif, l'existence des cadres de concertation impliquant les différentes couches de la société civile, la fonction d'agent/animateur de développement local, la gestion des fonds dédiés aux actions de développement, (etc.), sont un ensemble de mesures qui ont été insufflées par le Grdr et que l'on peut retrouver au sein d'un certain nombre de mairies et intercommunalités. Ces dispositifs ou tout du moins leur philosophie se sont maintenues dans le temps malgré les difficultés de pérennisations connues (turn-over, variation des moyens, changement politique, etc.)

➤ **Le renforcement des capacités d'action des organisations locales :**

Le Grdr a permis aux acteurs locaux de mieux connaître leur territoire, mais les a aussi renforcés dans leurs de la capacité à s'y déployer. Cela a été rendu possible grâce au développement de réseaux et la structuration d'organisations fédératives (association des maires, fédération d'organisations paysannes, fédérations d'associations de migrants, etc.).

L'étude d'impact « 20 ans d'actions dans le bassin du fleuve Sénégal est disponible sur notre site internet www.grdr.org

À RETENIR



L'ACTUALISATION DES PLANS D'ACTION PRIORITAIRES DE DÉVELOPPEMENT

de Diembéring, Kalounayes,
Diassing (au Sénégal) et Suzana,
Birban et Canchungo (en
Guinée-Bissau)

L'accompagnement et la pérennisation de LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

entre les intercommunalités
du Karakoro (Mauritanie)
et de l'ACGK (Mali)

LES FORMATIONS DES ACTEURS LOCAUX

de Beni-Khedache
et Ain Draham sur les
enjeux migrations
& développement

450 ÉLUS ET «ACTEURS LOCAUX»

ont bénéficié d'un accompagne-
ment, renforcement de capacités,
appui-conseils, pour les aider dans
la prise de décision locale sur la
gestion des ressources naturelles,
les choix de développement
économique local, l'entrepre-
nariat et l'insertion
professionnelle

La mise en place d'un CADRE DE CONCERTATION TRANSFRONTALIER

entre les collectivités de
Goudomp (Sénégal) et Farim
(Guinée-Bissau)

L'ORGANISATION DE LA MISSION DOUBLE-ESPACE

venue de Beni-Khédache
(Tunisie) à la rencontre
des tunisiens ressortissants
de l'étranger en France

4 FORMATIONS EN PROJETS DE CO-DÉVELOPPEMENT

auxquelles ont participé
160 personnes vivant en France
et qui souhaitent porter des
projets de développement
dans leurs pays
d'origine



S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les travaux du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) sont formels sur au moins deux points : 1- « les températures moyennes à la surface de la terre augmentent de façon anormale depuis 1950 et cette tendance va se poursuivre. » 2- « L'augmentation de la concentration de l'atmosphère en gaz à effet de serre émis par les activités humaines (CO² et CH⁴ en particulier) est le seul phénomène qui puisse expliquer de façon satisfaisante le réchauffement planétaire actuel et sa rapidité »¹.

D'après le Climate Accountability Institute, « quatre-vingt-dix entreprises sont responsables à elles seules de plus de 63 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1850. Les nations qui en ont émis le plus sont historiquement les pays du « centre », ceux qui dominent l'économie-monde : Europe de l'Ouest, Etats-Unis. »² En 2012, la prédominance de ces pays reste une réalité : en moyenne, un américain du nord en émet 4 fois plus qu'un Africain.

1. Chiffres clés du climat. France, Europe et Monde. Edition 2020 <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-clés-du-climat-france-europe-et-monde-edition-2020-0> (consulté le 29 juin 2020) 2. Cité par C. Bonneuil dans « TousResponsables ? » Monde Diplomatique - Novembre 2015 pp 16-17 <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/11/BONNEUIL/64139> (consulté le 29 juin 2020)



Ces activités sont financées par...



Les changements induits par la hausse des températures sont déjà importants et perceptibles sur les territoires où le Grdr est établi en Afrique de l'Ouest. Ils touchent aussi bien les zones rurales que les zones urbaines. Dans le Sahel occidental, les précipitations semblent de plus en plus mal réparties et la durée de la saison des pluies est de plus en plus variable. Au Guidimakha par exemple, les cumuls pluviométriques augmentent depuis les années 90, mais les pluies ont tendance à être plus violentes. Du 23 au 26 août 2019 plus de 250 mm de pluies sont tombées, alors que la pluviométrie annuelle à Sélibaby est en moyenne, de 500 mm répartis sur 75 jours. Plus de 40 000 personnes (15% de la population régionale) ont subi des dommages matériels.

Sur le littoral, la montée du niveau de l'océan, l'ampleur et la violence des marées induisent différents phénomènes qui affectent les conditions de vie : érosion côtière menaçant des infrastructures, submersion de digue mère des rizières de mangrove, etc.



RENOUVELER LES REGARDS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En Afrique de l'ouest comme ailleurs, les changements climatiques ne sont que l'un des facteurs, parmi d'autres, qui influencent les dynamiques territoriales. Il est donc indispensable, pour répondre de façon pertinente aux effets des changements climatiques, d'appréhender les territoires dans leur globalité, leur diversité et leur histoire.

Cette approche consiste pour le Grdr à proposer aux acteurs locaux une démarche de « prospective territoriale » adaptée. Dans le Guidimakha, les précieuses données accumulées depuis plusieurs années au Grdr et l'étude de terrain réalisées en 2019 (cf. chapitre « dialogue territorial ») permettent d'appréhender les déterminants de la résilience agro pastorale. Une approche similaire a également été entreprise dans la ville de Canchungo et sur les autres territoires (département de Goudoump au Sénégal secteur Farim en Guinée-Bissau) de ce que nous appelons « le littoral ».

Cette méthode de travail permet souvent de renouveler le regard sur certains phénomènes (cf. encadré ci-dessous). Surtout, elle confirme que les situations « de crise » sont toujours provoquées par la combinaison d'une multitude de facteurs et que les principales victimes sont généralement les groupes les plus défavorisés de la société.



LES MULTIPLES DÉTERMINANTS DU PHÉNOMÈNE DES INONDATIONS. L'EXEMPLE DES INONDATIONS DU GUIDIMAKHA EN 2019.

Les inondations que le Guidimakha a connues en 2019 ont pu être présentées comme une « catastrophe naturelle ». Pourtant ce phénomène est aussi, et surtout, le résultat de choix politiques pris à différentes échelles et de longue date. A l'échelle « internationale » tout d'abord (pays occidentaux, Chine) : le choix d'une économie basée sur les énergies fossiles carbonées accentue le changement climatique. A l'échelle locale ensuite : le faible degré de sécurisation foncière d'une majorité des usagers de l'espace qui encourage des pratiques d'exploitation non durables des ressources naturelles. Ces pratiques ont un impact sur le couvert végétal qui pourrait ralentir les eaux et favoriser leur infiltration dans le sol, et sur la matière organique, qui détermine les capacités de stockage en eau du sol. C'est aussi le choix de laisser construire des logements et des infrastructures dans des zones réputées inondables dans un contexte de forte croissance démographique (+130% entre 1988 et 2013) qui explique l'ampleur et la gravité du phénomène.



S'ADAPTER AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LA PLANIFICATION TERRITORIALE

Les données collectées et analysées permettent aux acteurs locaux de développer une réflexion précise sur les actions à mener : quelles sont les fragilités naturelles du territoire ? Comment favoriser son adaptation aux changements climatiques ? Sur quels leviers agir ? Quelles actions mettre en œuvre en priorité ? Tenant compte de la croissance démographique et de l'augmentation des mobilités humaines, comment faire en sorte que les territoires restent ouverts et accueillants pour les générations futures et les ressortissants d'ailleurs ?

La réponse à ces questions se décline à différentes échelles spatiales (parcelle, terroir, commune et, finalement bassin-versant) et temporelles, sous la forme de plans d'aménagement des bassins versants, le plus souvent à l'échelle intercommunale, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Concentrées jusqu'à présent en milieu rural, elle se matérialise par la construction de digues filtrantes et de barrages permettant de gérer les eaux de surface. En amont, il s'agit d'accompagner la concertation entre tous les acteurs locaux pour aboutir à des ententes foncières qui respectent les droits de tous les usagers (agro-

pasteurs, pasteurs, pêcheurs, autochtones/allochtones...). En 2019, le travail engagé par le Grdr a permis d'aménager 3 sites et de sécuriser 70 hectares dans 5 villages de la commune de Lahraj au Guidimakha. A terme, cela devrait réduire les phénomènes d'érosion et entrainer la remontée des matières organiques dans les sols concernés.

D'autres initiatives locales sont accompagnées et prennent des mesures de protection des ressources fourragères (réalisation de pare-feu en particulier) et de massifs agro forestiers sous le contrôle de structures associatives

« Une pépinière d'entreprise rurale a été installée dans la périphérie de Nouakchott en Mauritanie. Cette couveuse permet à 90 porteurs de projets sur 3 ans de se former aux techniques de production agro-écologique afin d'alimenter les marchés de Nouakchott » ➤



ACCOMPAGNER LA TRANSITION VERS DES MODES DE VIE MOINS ÉMETTEURS DE CO²

Les territoires ruraux en Afrique de l'Ouest sont en général peu émetteurs de CO² et les modes de consommation y sont sobres. Mais on assiste progressivement à une transition vers des styles de vie à plus fort impact climatique.

C'est notamment le cas en matière d'habitat ou l'utilisation de matériaux à fort impact climatique négatif (en particulier le ciment) est en hausse ainsi que l'adoption, particulièrement en milieu urbain, d'une architecture avec des façades en verre ce qui s'accompagne souvent de l'usage d'une climatisation onéreuse et énergivore. En 2019, le Grdr a engagé, avec l'association CRATERRE et le soutien de la fondation Abbé Pierre, un travail d'information, de dialogues et de conseils sur les pratiques constructives durables à destination de ressortissants du littoral qui, on le sait, investissent fortement dans le secteur du bâtiment (cf. chapitre « Le Grdr en milieu urbain »).

Il en est de même des habitudes alimentaires en milieu rural comme en milieu urbain, la tendance, bien que variable et à relativiser, est à la consommation de produits alimentaires importés. De

plus, la consommation de produits transformés issus de l'industrie agro-alimentaire augmente : huile de soja déshydrogénée, sodas, etc. Ces tendances alourdissent le « bilan climatique » en même temps qu'elles rendent les populations locales vulnérables aux fluctuations des marchés mondiaux, des flux de marchandises et fragilisent la santé des consommateurs. Elles sont en outre peu redistributives sur le plan économique.

Afin de réduire ces vulnérabilités, le Grdr, à travers toute une série de programmes, accompagne différentes collectivités dans l'analyse du fonctionnement de leur système alimentaire pour mettre en œuvre des actions visant à réduire leurs vulnérabilités. Il s'agit pour l'essentiel de contribuer à relocaliser l'alimentation. Trois problématiques fortement interconnectées ressortent de façon récurrente en dépit de la diversité des contextes :

- 1 Assurer l'accès de tous à une alimentation de qualité, majoritairement locale ;
- 2 Sécuriser les exploitations agricoles familiales et promouvoir une agriculture durable ;
- 3 Accompagner les entreprises artisanales de l'agro-alimentaire et développer les opportunités d'(auto)emploi.



VERS LA MISE EN PLACE D'UNE CUISINE CENTRALE ALIMENTÉE PAR DES PRODUITS LOCAUX À RUFISQUE (SÉNÉGAL).

L'alimentation des cantines scolaires par les producteurs et entreprises agroalimentaires artisanales du territoire compte parmi les actions prioritaires du Plan Alimentaire Territorial (PAT) du département. En lien avec le conseil départemental, l'inspection académique et d'autres parties prenantes, le Grdr soutient depuis 2016 la mise en relation de cantines scolaires avec des producteurs et transformateurs du territoire. L'expérience s'est révélée concluante : les groupements ont livré légumes et produits issus de la pêche aux gestionnaires des cuisines implantées dans chacune des écoles « pilotes » selon les termes convenus. Des limites sont toutefois apparues : coût de production des repas élevé par rapport au contexte, faible taux d'autofinancement...

Ainsi, dans l'objectif de réduire le coût de production des repas et de favoriser la diversification des sources de financement, notre association se donne pour ambition de soutenir la mise en place d'une cuisine centrale à même de fournir des repas à une dizaine de cantines implantées dans le département à des coûts adaptés.

En 2019, une étude avant-projet a été réalisée qui conclut à la nécessité de tester parallèlement deux stratégies de gestion de la cuisine : une première, basée sur la délégation

de la préparation et livraison des repas à un prestataire privé à partir d'un cahier des charges mettant l'accent sur l'approvisionnement en circuit court, une seconde, basée sur la gestion d'une équipe de salariés recrutés par une association créée dans l'objectif de gérer la cuisine. Parallèlement, des actions ont été entreprises autour de l'objectif de diversifier les sources de financement. Deux anciennes élèves d'une des écoles « pilotes », devenues chanteuses, ont ainsi organisé un concert caritatif ayant permis de collecter 780 000 FCFA (1100€), soit l'équivalent de 1500 repas. Des outils de communication ont été mis en place pour solliciter le concours des nombreuses entreprises (cimenterie, etc.) maillant le territoire.

Parallèlement, une recherche-action a été entreprise dans le but d'identifier les facteurs favorables à la transition agro-écologique des systèmes de production maraîchers, très présents dans le territoire. Ces initiatives sont soutenues financièrement par l'AFD et le CCFD.



À RETENIR



**LES PROSPECTIVES
TERRITORIALES EN COURS**
dans le Guidimakha
(Mauritanie)

L'étude sur le
**SYSTÈME ALIMENTAIRE
DE LA VILLE DE KAYES**
(cf. chapitre suivant)

La réalisation de l'étude
**«PLAN CLIMAT ÉNERGIE
DU BENKADI»**
dans la région de Kayes
au Mali

465 producteurs locaux
(52% de femmes) ont bénéficié de
**FORMATIONS EN
AGRO ÉCOLOGIE PAYSANNE**
(itinéraires techniques, conservation
et régénération des sols, utilisation
d'engrais organiques, lutte contre
les nuisibles etc.) à Bakel, Kayes,
Sélibaby, Rufisque, Kaédi,
Sélibaby et Nouakchott)

Le soutien et l'animation du
**RÉSEAU TRANSFRONTALIER
DE PRÉSERVATION DES
SEMENCES PAYSANNES**
dans le bassin du fleuve
Sénégal

L'équipement d'un
**POINT DE VENTE
EN AGRO ÉCOLOGIE**
à Kayes en partenariat avec le
réseau des horticulteurs de
Kayes qui permet à 75 per-
sonnes d'écouler leur
production.

L'équipement et
l'organisation de
**L'UNITÉ DE
TRANSFORMATION DE
PRODUITS DU BAOBAB**
(pain de singe à Kayes)
au profit de près de
150 jeunes femmes



S'INSCRIRE AU CŒUR DE LA TRANSITION URBAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le rythme de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest est sans précédent. Dans les 30 prochaines années, les villes africaines (et principalement les petites et moyennes villes) accueilleront 950 millions de nouveaux citoyens. La gestion de l'urbain devient un enjeu de développement clé dans les agendas politiques mondiaux. Ce changement structurel est une véritable mutation dans l'organisation des territoires et dans la gestion de ceux qui les habitent⁵. La concentration des activités économiques, sociales et culturelles, permet la multiplication des échanges et des débouchés, la hausse de la productivité et les innovations. Mais une croissance urbaine non maîtrisée est source d'exclusions et d'inégalités, de nuisances environnementales et d'insécurité.

5. STECK-Jean-Fabien Oüest-ce que la transition urbaine ? : Croissance urbaine, croissance des villes, croissance des besoins à travers l'exemple africain, revue d'économie financière n°86, 2006 in Le Financement de la Ville

Ces activités sont financées par...



TERRE SOLIDAIRE
L'ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ





Progressivement, le Grdr complète son action vers la promotion de villes intermédiaires sûres, accueillantes, durables, connectées entre elles et pourvoyeuses d'opportunités pour le plus grand nombre et particulièrement pour jeunes issus de leurs hinterlands ruraux. Il s'agit d'accompagner les acteurs concernés pour qu'ils maîtrisent les enjeux liés à la croissance urbaine et à l'adaptation des villes aux changements climatiques. Cette démarche doit, à terme, permettre d'améliorer l'accès aux services essentiels pour les citoyens et les usagers. Dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, l'objectif est de favoriser la structuration d'un réseau des villes intermédiaires, véritables locomotives économiques au cœur de la complémentarité entre le rural et l'urbain. Ce réseau serait ainsi porteur d'un plaidoyer promouvant des facilités d'accès aux services essentiels, à l'éducation et à la formation professionnelle pour tous, tout en étant des lieux de création, de culture, de citoyenneté et d'épanouissement pour les jeunes.



RENFORCER LA CITOYENNETÉ EN MILIEU URBAIN

Les questions liées à la citoyenneté, notamment des jeunes et des femmes, sont au cœur des enjeux pour le développement de villes « inclusives ». Un diagnostic, réalisé dans la ville de Kayes, au Mali, a fait ressortir quatre grands enjeux qui sont autant de freins à leur participation citoyenne : l'accès à l'information, la formation et la montée en compétences des citoyens et des élus sur les textes et les outils de la gouvernance, l'utilisation du numérique et enfin la participation aux processus de concertation et de plaidoyer. Une cartographie a également permis de répertorier des associations de femmes et de jeunes dans les villes de Kayes, Nioro et Yélimané, et de documenter leurs activités. Elle permet aux autorités locales d'identifier les interlocuteurs qui leur seront utiles pour mettre en œuvre des politiques locales plus inclusives.

A Canchungo, sur le littoral l'étude urbaine réalisée en 2019 a permis de documenter et de cartographier précisément les défis posés par la croissance urbaine, la gestion des déchets, l'approvisionnement en eau, l'évolution des secteurs économiques et les tendances d'évolutions de la cité. Ces données, inédites pour cette ville du nord de la Guinée-Bissau, sont désormais à la disposition des acteurs du développement de la ville et leur permettent d'être informés des enjeux et des priorités.

Par ailleurs, force est de constater que la notion de « citoyen-citadin », acteur de la ville et de sa gouvernance, est peu assimilée. Un partenariat avec le Réseau des Associations des Jeunes (RAJ) de Guinée-Bissau a été formalisé pour mobiliser de jeunes citoyens dans le processus



de planification urbaine. Un fonds de dotation a été mis en place pour encourager les organisations de la société civile à la mise en œuvre de projets urbains à fort impact social et environnemental. En parallèle, plus de 25 jeunes de Canchungo ont été formés en animation sur les questions d'assainissement et d'hygiène en milieu urbain, et 21 jeunes dans chaque quartier de Canchungo ont été formés en animation, médiation socioculturelle, gestion des conflits et leadership.



AGRICULTURE ET ALIMENTATION DES VILLES

15% de la population de la région de Dakar vit dans le département de Rufisque. Elle devrait doubler d'ici à 2035 avec plus de 300 000 habitants attendus dans la ville nouvelle de Diamniadio. Malgré une urbanisation rapide, le département demeure à dominante rurale. La transformation agro-alimentaire est d'ailleurs un des secteurs économiques clés du territoire.

Le diagnostic du système alimentaire du département de Rufisque, réalisé entre 2016 et 2017, a mis en avant les atouts et les potentialités du département. Des mutations importantes sont en cours, liées à l'urbanisation croissante et à la mise en place de grands projets de l'Etat, à la disparition progressive des espaces agricoles, modification des comportements alimentaires... Le Conseil Départemental de Rufisque a élaboré, avec l'appui du

Grdr, un Plan alimentaire territorial (PAT) durable autour de 3 axes : sécuriser les exploitations agricoles familiales et promouvoir une agriculture durable, accompagner la structuration du secteur de la transformation agro-alimentaire, assurer à la population l'accès à une alimentation de qualité. L'année 2019 a été consacrée à la mise en œuvre de ce plan sous plusieurs aspects : études sur les conditions de mise en place d'une cuisine centrale permettant d'approvisionner les cantines scolaires de la région, recensement des groupements d'intérêt économique, mise en place d'une plateforme départementale, animation du comité de gouvernance alimentaire, formation des agents et des élus, sensibilisation des élèves, actions de plaidoyers...

La réussite de ce plan alimentaire a encouragé le Grdr à se lancer dans une démarche similaire à Kayes, au Mali. L'an-

née 2019, année de lancement, a été consacrée à une étude sur les habitudes alimentaires des habitants. S'il en ressort une certaine tendance des populations locales à avoir recours à des produits alimentaires importés, ce phénomène doit néanmoins être nuancé : de nombreux produits locaux demeurent à la base de l'alimentation des Kayésiens. En 2020, des travaux complémentaires seront entrepris pour identifier les acteurs clés du système alimentaire de la ville et identifier des actions prioritaires à soutenir pour sa résilience. Parallèlement, le Grdr continue à soutenir deux maillons importants: la production maraîchère irriguée péri urbaine, avec pour objectif de favoriser la transition agro écologique et, à l'autre bout de la chaîne alimentaire, l'écoulement de légumes sains à travers un système de paniers paysans fonctionnel depuis 2015.



FAVORISER LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AUTOUR D'ENJEUX URBAINS COMMUNS

Le Conseil départemental de Rufisque et Montpellier Méditerranée Métropole ont comme enjeu commun la question de l'agriculture et de l'alimentation. Ces collectivités ont toutes deux mené des diagnostics sur leurs systèmes alimentaires au sein de leurs territoires (SAT) de manière collective et concertée qui ont abouti à l'élaboration de plans alimentaires territoriaux (PAT). Le Grdr a permis de connecter ces deux collectivités entre elles autour des enjeux communs de complémentarité entre le rural et l'urbain. Dans la continuité, les relations entre ces deux territoires devraient se renforcer pour assurer la mise en œuvre et le suivi concerté des plans alimentaires territoriaux. Le Grdr accompagnera ainsi ces collectivités locales à renforcer leur gouvernance, s'impliquer dans l'alimentation scolaire et les filières locales d'agro- alimentaire.

De la même façon, des problématiques communes ont émergé sur les questions de gestion du risque inondation, d'érosions côtières, d'écoconstruction et de transition écologiques sur les territoires urbains du littoral casamançais et du dunkerquois (France).



HABITAT DURABLE

Mis en place en janvier 2018, le fonds d'incitation à l'amélioration de l'habitat durable a permis la réhabilitation de 76 logements de familles précaires à Canchungo. La réalisation de ces travaux emploie une main d'œuvre importante, essentiellement locale. Elle est la principale source de revenus pour les jeunes qui en ont la charge. Ces rénovations sont réalisées grâce à l'utilisation de matériaux locaux et à des méthodes de construction respectueuses de l'environnement (cf. chapitre « Changements climatiques »). La diaspora joue également un rôle important puisqu'elle investit de façon significative dans le secteur de la construction en Guinée-Bissau comme en Casamance. Le Grdr a mis en place une formation « Construire durable là-bas », animée par CRATERRE, qui s'est déroulée à Montreuil en novembre 2019 au moment d'une mission « double-espace » d'élus et de techniciens venus de Diembéring et du Diassing. Elle a permis d'informer les acteurs locaux et leurs diasporas des enjeux de la transition écologique et de les outiller sur les méthodes et pratiques à mettre en œuvre en matière de constructions durables.



À RETENIR



La mise en œuvre
**DES ACTIONS
PRIORITAIRES
DU PLAN ALIMENTAIRE
TERRITORIALISÉ**
de Rufisque (Sénégal)

**LE SOUTIEN AUX
CANTINES SCOLAIRES**
de 9 quartiers défavorisés
de Dakar qui ont permis de
distribuer **7000 REPAS**

**L'ÉTUDE SUR
LE SYSTÈME ALIMENTAIRE**
de la ville de Kayes.
enquête sur la consommation
des habitants de la ville
de Kayes

La rénovation
de **95 MAISONS** abritant
920 PERSONNES en situation
de précarité à Canchungo
et d'un centre de ressources
à partir de matériaux
locaux

L'équipement
**D'ESPACES
CONNECTÉS**
à Yélimané, Niore et Kayes
et la mise en place de
**COMITÉS
DE GESTIONS**

**LA CARTOGRAPHIE
DES ORGANISATIONS
DE FEMMES**
de la société civile
en région de Kayes

La réalisation du
schéma d'aménagement
et de **CIRCULATION** de la
ville, l'aménagement de jardins
publics et du souk de Mahrès
(Tunisie) conformément aux
actions prioritaires définies par
la commune en lien avec
sa diaspora



IV.

LES JEUNES

DES ACTEURS CLÉS POUR LES TERRITOIRES

Pour les générations de jeunes du XXI^e siècle, la recherche d'un équilibre entre aspirations et contraintes économiques, sociales, environnementales, est bien réelle. Elles et ils sont de plus en plus nombreux, proportionnellement, au sein des populations en Afrique. En 2050, la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans⁶⁷. Pour cette raison, les jeunes se retrouvent davantage au centre des politiques de planification des Etats et des préoccupations politiques. Bien qu'aux prises avec des difficultés qui les empêchent de donner toute la mesure de leur potentiel, il n'en reste pas moins qu'ils sont déterminés à être des acteurs clés du changement.

Le Grdr se mobilise aux côtés des jeunes multiples, impliqués dans ses projets. Il repense constamment son approche pour répondre au mieux à leurs besoins, notamment trois domaines essentiels: l'emploi, la citoyenneté et les droits.

67 <https://www.afdc.fr/actualites/en-2050-plus-de-la-moitie-de-la-population-africaine-aura-moins-de-25-ans>



act:onaid



* îledeFrance



Ces activités sont financées par...

POURQUOI PARLE-T-ON «DES JEUNESSES» ET NON DE «LA JEUNESSE»

L'ONU définit "les jeunes" comme une tranche d'âge allant de 15 à 24 ans. Or les définitions de la jeunesse, notion davantage liée à des pratiques sociales et culturelles, évoluent dans le temps et varient d'un territoire à l'autre en fonction des différentes appartenances (genre, classe sociale, origine, etc.), tout comme la situation socio-économique des personnes concernées. Il nous semble plus adapté de parler "des jeunes", afin d'en reconnaître la diversité, et plutôt que de se référer à une tranche d'âge fixe, de se référer à un processus de transition entre l'enfance et l'âge adulte, processus conduisant à une autonomisation socio-économique, citoyenne et politique.

Document de positionnement de la Commission jeunes et Solidarité Internationale de Coordination SUD / Projet soumis au conseil d'administration de Coordination SUD pour validation - 8 janvier 2020

“ TÉMOIGNAGE

« Je ne parle pas bien français, mais j'essaye quand même, c'est moi qui vaît vers les gens. Avant d'avoir mes papiers, j'ai eu des rendez-vous avec le Grdr pour me préparer à chercher du travail. Je veux travailler dans le métier de la mécanique. On a fait des ateliers, des entretiens, des cv, des lettres de motivation... On s'est préparé pour les entretiens, on a fait du théâtre pour travailler la confiance en soi, même avant d'avoir les papiers. Après avoir eu les papiers, j'ai pu faire les démarches très vite parce que j'étais prêt. Après grâce au Grdr, j'ai trouvé un travail. Ça fait 1 an et 4 mois, je travaille à la Régie de quartier de Montreuil. »

BABACAR, Accompagné par le projet Qualif Jeunes



L'EMPLOI, UNE PORTE D'ENTRÉE VERS L'AUTONOMIE

En Ile-de-France, le Grdr a accompagné en 2019 52 jeunes de 16 à 25 ans, majoritairement des primo-arrivants ou réfugiés en situation de précarité, qui habitent pour la plupart dans les quartiers dits « politiques de la Ville » des 18, 19 et 20e arrondissements de Paris. Ces jeunes sont très éloignés de l'emploi, car confrontés à beaucoup de freins socio-professionnels qui ne leur permettent pas de se positionner facilement sur le marché du travail.

En Algérie, le Grdr travaille aussi sur l'employabilité des jeunes dans les wilayas d'Oran et de Khenchela. Entre 2017 et 2019, 535 jeunes ont pu bénéficier directement d'un stage qualifiant aux métiers associatifs. 14 associations bénéficiaires de fonds en cascade les ont accueillis et 66 jeunes ont été sensibilisés sur les enjeux d'économie sociale et solidaire. Cette approche par les métiers et les compétences a été bénéfique à deux titres. D'une part, elle a permis aux associations qui ont proposé les stages de revaloriser leur utilité sociale en tant qu'actrices du développement auprès des pouvoirs publics. D'autre part, elle a offert aux jeunes concernés un accès à des compétences professionnelles et des capacités citoyennes utiles à leur insertion socioéconomique.



PROMOUVOIR LA CITOYENNETÉ DES JEUNES

En Mauritanie, le Grdr avec le soutien de l'Union européenne, de la Région Centre-Val de Loire et de l'ambassade de France, a travaillé en étroite collaboration avec plus de 40 associations portées par des jeunes. 39 organisations ont même été financées et 400 jeunes ont été formés sur les questions liées à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat social. L'objectif recherché était de renforcer l'implication des jeunes dans la vie citoyenne locale, notamment en leur permettant de faire entendre leur voix dans les organes de gouvernance locaux. Trois Conseils Communaux de Jeunesse dans les trois communes ont d'ailleurs été créés et validés par décrets dans les communes de Kaédi, Kiffa, et Riyadh.

Si la société mauritanienne est caractérisée par sa jeunesse (62% des Mauritaniens âgés de moins de 25 ans), elle souffre aussi d'un paradoxe qui veut que cette partie de la population se sente sous-représentée au sein des pouvoirs publics. Pourtant, on observe des dynamiques positives, portées par les jeunes, au niveau local, avec un activisme associatif et des citoyens engagés dans des actions bénévoles en faveur de la collectivité. Les associations et groupements de jeunes se sont ainsi multipliés ces dernières années. Même sans reconnaissance par les autorités, ces associations s'organisent et construisent leur légitimité auprès des habitants grâce à des actions concrètes, attestant à la fois d'un réel sens des responsabilités et d'une forte motivation et capacité à défier les difficultés.





UN BESOIN DE COHÉRENCE ENTRE DISCOURS ET RÉALITÉ

Jeunes générations de migrants, jeunes entrepreneurs, jeunes porteurs du renouveau associatif, jeunes moteurs dans la prise en compte des enjeux environnementaux, dans les luttes contre les discriminations, dans la mobilisation pour une démocratisation de la vie politique, les jeunes formalisent de plus en plus leur participation (création d'associations, d'entreprises, de projets, de mouvements citoyens) et dessinent elles-mêmes les solutions aux défis auxquels ils/elles sont confrontés.

Il paraît important aujourd'hui de porter une écoute attentive et un appui concret aux initiatives portées par les jeunes, de les renforcer, d'accompagner le dialogue avec les aînés. Et il est essentiel de se décentrer

de cette vision, fortement influencée par des préoccupations sécuritaires de la part des Etats et des institutions internationales, de jeunes perçus comme des « populations vulnérables », tantôt d'abord « chômeurs », ou candidats à la migration illégale, ou encore violents ou victimes de violences. Cette lecture leur retire toute capacité d'agir par eux-mêmes et passe outre la complexité des situations sociales, culturelles, économiques réelles. C'est pour mieux appréhender cette complexité que le Grdr a souhaité partager son expérience et s'impliquer davantage dans des travaux de réflexion collective. Que ce soit au sein de son réseau (CSUD, GI) ou en partenariat avec des universités et centres de recherche (Université Paris 8...

Comment travailler avec les jeunes comme actrices des développements de leur territoire et non uniquement en tant que bénéficiaires d'actions de coopération ? Comment contribuer à l'expression d'une participation effective des jeunes aux décisions et aux évolutions des structures économiques, sociales et politiques ?

Extrait du Traverses 48 - GI



À RETENIR



LE RÉPERTOIRE QUI RECENSE PLUS DE 60 ASSOCIATIONS DE JEUNES

engagés dans des activités
d'entreprenariats à Kiffa,
Ryadh et Kaédi
(Nouakchott)

Les activités «**TREMPLIN JEUNES**»

sur la transition agro écologie pay-
sanne et la **SENSIBILISATION AUX
CIRCUITS COURTS**

qui ont permis de soutenir les
initiatives culturelles et artistiques de
1824 jeunes dont 1152 femmes

La mise en place de
3 CONSEILS COMMUNAUX
de la Jeunesse (CCJ) à Kaédi, Kiffa
et Ryadh (120 jeunes)- Dont 30 ont
participé à un échange entre CCJ a pour
but de s'inspirer des bonnes pratiques de
chacun. Ces CCJ sont des espaces de
dialogue entre les jeunes et la
commune afin qu'ils puissent
participer aux stratégies
de développement
communales.

L'ACCOMPAGNEMENT DE 52 JEUNES

issus des
quartiers considérés comme
défavorisés dans leurs parcours
d'insertion professionnelle (rédaction
de CV, entraînement à l'entretien
professionnel, travail sur la
confiance en soi, aide à la
recherche d'emplois...)



V.

L'ENGAGEMENT: DU STATUT DE BÉNÉFICIAIRE AU RÔLE DE CITOYEN ENGAGÉ

Le Grdr privilégie une approche de proximité avec les personnes qu'il accompagne. A travers ses activités, il émancipe et renforce leur autonomie et leur capacité de résilience face aux défis auxquels ils sont confrontés. A travers ses différents programmes en France, que ce soit sur l'accès aux droits, l'insertion socio-professionnelle et l'entrepreneuriat, l'accompagnement des associations de femmes ou des fédérations, les personnes avec lesquelles travaille le Grdr ne sont pas simplement des usagers : elles deviennent actrices des activités mises en place.

Ces activités sont financées par :..





CONCILIER INITIATIVES INDIVIDUELLES ET ENGAGEMENT CITOYEN : L'EXEMPLE DU CLUB «COSM'ETHIQUE»

Le Club « Cosm'Éthique », né en 2017 à la suite aux formations et coaching à l'entrepreneuriat dispensées par le Grdr à la cité des métiers de la Villette à Paris, a permis à 238 femmes de participer aux rencontres d'échanges et d'informations autour de la filière cosmétique. Ce marché en tant que chaîne de valeur ne se limite pas à la dimension commerciale, mais questionne les types de produits et surtout les motifs et les formes d'engagement au sein de cette filière (engagement social, culturel, économique, sanitaire, et environnemental). C'est grâce à cette analyse socioéconomique que le Grdr est en mesure d'apporter des réponses concrètes et précises aux besoins des porteuses de projets et de produire des cadres théoriques (état des lieux de la filière, tendances sectorielles, typologies d'actrices, formes d'engagement, positionnement, motivations, etc...) Cette approche a permis de contourner la

difficulté que rencontrent souvent les intervenants lorsqu'il s'agit d'enquêter auprès de « bénéficiaires », de se renseigner sur leurs besoins et leurs problématiques. Elle a également permis d'outiller les porteurs de projet au-delà du simple processus de production et du classique business-plan.

Le 2nd temps d'accompagnement visait à créer les conditions favorables pour faire émerger des initiatives citoyennes communes. En effet, l'« engagement » et le « collectif » sont renforcés par la mise en commun des connaissances et des apprentissages. Le mécanisme de convergence des engagements individuels qui s'est structuré lors des rencontres du club Cosm'Éthiques a abouti à l'émergence d'un collectif de 6 femmes engagées socialement, éthiquement, économiquement et culturellement dans le secteur des cosmétiques naturels. C'est ainsi



qu'elles ont fondé ensemble la Maison de la Cosm'Éthique - LMCE et lancé la campagne « Start Cosm'Éthique » en novembre 2019, avec pour objectif de combiner accompagnement professionnel et plaidoyer pour la filière. Pendant trois jours, elles ont réuni des professionnels de la cosmétique, des consommateurs, des étudiants, des porteurs de projet et des entrepreneurs de différents secteurs afin de réfléchir aux enjeux d'une filière cosmétique responsable. L'évènement a réuni plus de 300 participants autour d'un challenge collectif « Hack'Ta Cosm'Éthique », de conférences et d'ateliers d'initiation.



L'APPUI AU SECTEUR INFORMEL: LE CAS DE LA FILIÈRE CULINAIRE

Face à la précarité de son public qui sont souvent des personnes éloignées de l'emploi ou ayant accès à peu de dispositifs de formation et d'accompagnement, le Grdr a développé une approche qui permet de les accompagner à tester leur idée de projet sans les mettre en danger économiquement. Cela leur permet de disposer du temps nécessaire pour consolider leur activité avant de la formaliser. Cette approche de « remobilisation professionnelle » permet de travailler sur les freins sociaux et la question de l'accès aux droits, en renforçant la synergie entre les acteurs de l'insertion professionnelle (institutionnels, associatifs, etc.). Cette collaboration est d'ailleurs l'une des clefs de la pérennisation de cet accompagnement. C'est elle qui assure l'articulation entre les dispositifs du territoire et le renforcement de la chaîne d'accompagnement. Surtout, elle permet de travailler sur l'inclusion sociale des personnes accompagnées, sur leur montée en qualification et sur la valorisation de leurs compétences.

LE CLUB CUISINES PLURIELLES

Animé par le Grdr en partenariat avec le collectif RéVEIL, le club « Cuisines Plurielles » est un cadre d'expérimentation collective avec des services mutualisés. En 2019, le club a permis la mise en réseau de 82 entrepreneurs du secteur informel ou semi-formel dans le domaine culinaire. Les manifestations organisées dans le cadre des 50 ans du Grdr leur ont d'ailleurs permis d'apprendre à s'organiser pour répondre collectivement à des commandes importantes sur des aspects essentiels de ces métiers : approvisionnement, production, chaîne du froid, livraisons, services... Les prestations ont été réalisées avec succès et ont généré un chiffre d'affaires significatif. La mobilisation d'un client test (le Grdr ;-)) et la mise à disposition d'un lieu de production (la nouvelle pâtisserie) ont accéléré le processus de professionnalisation (définition du prix de vente, prix de revient, réalisation de la carte et des menus).



GRIGNY: UNE EXPÉRIMENTATION EN COURS

La Mairie de Grigny a confié au Grdr l'expérimentation d'un processus d'inclusion des personnes vivant de l'économie informelle sur le parvis de la Gare de Grigny. Un groupe d'une quinzaine de femmes qui y travaillaient auparavant s'est regroupé au sein d'un projet de cuisine collective formalisé. Grâce à l'expérience accumulée dans les clubs « Entreprendre aux féminin », le Grdr a été en mesure de leur apporter un appui-conseil qui leur a permis de maîtriser à minima les exigences et avantages de la formalisation de leur projet, tout en testant leurs capacités à travailler collectivement. Ainsi, le portage juridique, financier et administratif proposé par la coopérative Réveil (coopérative d'activité et d'emploi adaptée à l'économie informelle) et la mise à disposition d'opportunités commerciales (identification de clients) ont renforcé la confiance de ces femmes dans la viabilité leur projet collectif. Elles ont ainsi réussi à répondre à une première commande dès la fin de l'année 2019.

 **TÉMOIGNAGE**

« Dans le contexte très compliqué qu'est celui de la copropriété de « Grigny 2 » et sa proximité avec la gare, nous avons tous les ingrédients d'une dégradation urbaine et humaine. Le besoin de survie d'hommes et de femmes en rupture de droits, fait d'eux des proies à la misère et la déshérence et des non-citoyens de par leur situation, ce qui est insupportable au quotidien.

Ce qu'a apporté Grdr et d'autres acteurs associatifs de proximité, c'est avant tout une écoute, une attention. C'est aussi un ensemble d'outils pour retrouver de la dignité, de la considération et une reconnaissance d'être en s'appuyant sur des savoir-faire alimentaires et culinaires. Quoi de plus naturel dans les différentes cultures qui composent les habitants du quartier, de retrouver le rôle nourricier, ce statut social important au sein des familles ?

Par un cheminement progressif, ce groupe de femmes et d'hommes accompagnés par le Grdr a démontré que l'on pouvait sortir de la précarité, mais aussi passer de l'indignité à la dignité. Le chemin est long, semé d'embûches, mais c'est possible... ! Les regards respectifs ont changé, les liens se sont constitués... N'est-ce pas tout simplement la base pour faire société ? »

FRÉDÉRIC MANCEAU
DGA, Mairie de Grigny

« Je travaille pour le compte de la Ville de Grigny sur la thématique de l'habitat privé au sein de la copropriété dégradée de « Grigny 2 » depuis 5 ans. J'ai rencontré le Grdr en fin d'année 2019 afin qu'il puisse accompagner socialement et professionnellement l'insertion d'un public de « vendeurs à la sauvette » aux abords de la gare de Grigny qui se situe au cœur de cette copropriété.

J'ai été particulièrement impressionné par la facilité avec laquelle le Grdr a réussi, en un temps record, à nouer un réel lien de confiance avec ce public, pourtant très précaire, souvent en situation administrative difficile et ne maîtrisant que très peu la langue française... Chose que la Ville n'était pas parvenue à réaliser durant plusieurs années d'activités.

La relation de proximité mise en œuvre par le Grdr avec son public permet à l'ensemble des autres intervenants (Ville, institutions, associations) d'avancer de manière plus apaisée dans leurs missions quotidiennes respectives. »

MATHIEU MOROSINI,
chargé de mission lutte contre l'habitat indigne, Marie de Grigny

 **TÉMOIGNAGE**



DES PERSONNES IMMIGRÉES ÂGÉES S'ENGAGENT EN FAVEUR DE L'INCLUSION NUMÉRIQUE

De plus en plus, l'accès aux droits des personnes immigrées passe par l'utilisation de portails numériques. Mais cette dématérialisation des services publics peut être un frein important pour les plus âgés lorsqu'il s'agit par exemple d'accéder à leurs droits de retraites, au minimum vieillesse, à la CMU, etc... Depuis plusieurs années le Grdr s'implique sur cette thématique, pour lutter contre l'exclusion sociale qui peut en être la conséquence. Il propose une méthodologie de travail qui consiste à former des personnes actives au sein d'associations de séniors immigrés. 15 personnes, membres de 10 associations, toutes âgées de plus de soixante ans et originaires de pays étrangers, ont été accompagnées tout au long de l'année 2019. Ces formations leur ont non seulement permis de renforcer leurs compétences numériques, et donc d'aider d'autres membres de leurs associations qui en auraient besoin, mais aussi de travailler sur la communication et la visibilité digitale des associations de séniors elles-mêmes, notamment auprès de leurs adhé-

rents, des institutions partenaires et des acteurs locaux. Ils sont ainsi mieux en mesure de se faire identifier comme des acteurs engagés de leur territoire de vie.

Cette approche, innovante, s'inscrit dans la continuité des formations engagées depuis plus de cinq ans déjà, auprès des séniors immigrés afin de les familiariser avec l'outil informatique, l'usage d'internet et les démarches administratives en ligne (niveau débutant et intermédiaire). En 2019, c'est un véritable projet numérique soutenu par la conférence des financeurs et co-construit avec les aînés, partant de leurs besoins et alliant utilité sociale, plaisir et aspect créatif. Les outils de communication conçus ont fait appel à la créativité des participants et ont contribué donc à leur développement personnel. De plus, cette démarche a facilité la montée en puissance de ces séniors, en renforçant leurs compétences numériques au point de les faire passer d'un niveau débutant et/ou intermédiaire à un niveau avancé.

“ TÉMOIGNAGE

« Mon premier contact avec le Grdr remonte à 2017, au salon des associations du 19e. Après un entretien, le Grdr m'a proposé d'assister à des ateliers du projet *E-mmigrés : des séniors connectés*. En 2018, on m'a proposé de devenir bénévole au sein de l'équipe. J'ai alors co-animé différents ateliers numériques. Félicitations aux séniors qui me racontent qu'ils ne pensaient pas être capables de toucher à un ordinateur et quelques mois après me disent tout ému qu'ils ont retrouvés leur dignité. Quel engagement ! Depuis 2019, je participe aux formations sur la communication sur la visibilité des associations.

Cette expérience m'a permis de développer mon propre projet de lutte contre la fracture numérique et de m'engager pour mon pays d'origine à travers la création au Cameroun d'un tiers lieu et un projet d'achat d'un camion numérique pour aller de village en village continuer cette belle aventure numérique. »

PAUL FOGO
bénévole au Grdr, porteur de projet, et sénior engagé



À RETENIR

!

90 FEMMES

qui ont participées à des activités de structuration de leurs projets collectifs (la gestion associative et au montage de projet, appui à l'organisation d'évènementielle) à travers des clubs «entreprendre au féminin» des formations à **XX**

180 PERSONNES

MIGRANTES âgées ont été accompagnées dans leurs parcours d'accès aux droits et d'actions de prévention (santé).

51 personnes ont participé à une ou plusieurs des 7 sessions à

L'UTILISATION DES OUTILS NUMÉRIQUES

314 PERSONNES

issues des migrations ayant bénéficiées des différents dispositifs (d'accompagnement ou de formation) mis en place par nos équipes en France (IDF et HdF) pour les aider à monter leurs

PROJETS DE MICRO-ENTREPRISES

VI.



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La question du « double-espace » est au cœur du projet associatif du Grdr. Elle permet de relier les territoires à travers des enjeux communs de développement dont les migrants sont d'ailleurs souvent les porte-paroles. Il fait ainsi écho aux « Objectifs de Développement Durables » dans l'Agenda 2030 consacré par l'ONU en 2015, qui universalise les questions du développement et leur interdépendance au-delà du clivage Nord-Sud. Au fil du temps, cette pratique de « double-espace » s'est enrichie. Désormais, elle promeut l'apprentissage du dialogue à distance, les échanges et les mutualisations de savoirs et de savoir-faire. Enfin, elle favorise les innovations en termes de logiques de coopération et de pratiques partenariales.

A travers ses actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) menées en consortium avec ses partenaires historiques, le Grdr déploie « ici » (en France et en Europe) des activités qui sont en lien étroit avec les « là-bas », les territoires d'origine en Afrique de l'Ouest et du Nord.



Ces activités sont financées par...

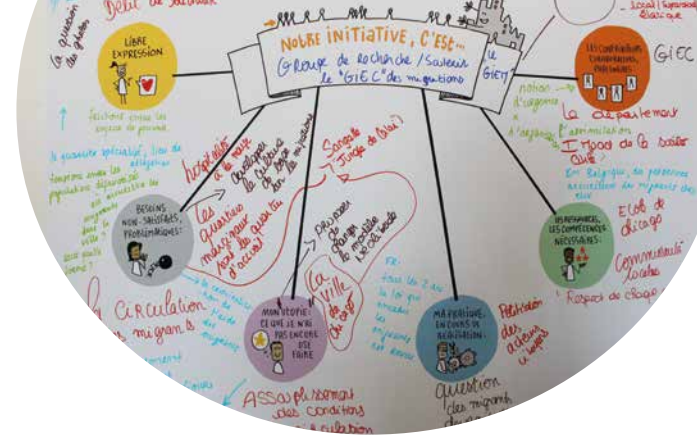


ARTICULER LES MIGRATIONS ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Au Grdr, nous sommes convaincus que les migrations contribuent fortement à l'atteinte des ODD, ici comme là-bas. Les ressortissants originaires des pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb sont des acteurs de développement de leurs pays d'origine clairement identifiés. Cela fait maintenant plus de 60 ans qu'ils portent des projets d'infrastructures dans les secteurs prioritaires. Ils sont également les promoteurs de multiples partenariats et coopérations décentralisées. Ils contribuent, très clairement, dans leurs territoires d'origine, à la lutte contre la pauvreté (ODD 1), contre la faim (ODD 2), à améliorer la santé et le bien-être (ODD 3), à proposer une éducation de qualité (ODD 4), à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (ODD 6), à développer des partenariats pour le développement (ODD 17)...

De plus, les migrations sont des révélateurs des inégalités et des disparités territoriales. En ce sens le Grdr focalise son action autour de cinq ODD particulièrement propices à cette approche universelle de la solidarité internationale en lien avec les migrations : diminution de la pauvreté (ODD 1), réduction des inégalités (ODD 10), Villes et communautés durables (ODD 11), Paix, justice et institutions efficaces (ODD 16) et Partenariats (ODD 17).

Pour impulser ce changement de pratique, le Grdr a développé une stratégie d'intervention qui relie 4 approches : territoriale (Ile-de-France, Grand Est, Normandie, Centre Val-de-Loire, Hauts de France), multi-scalaire (local, régional, national, européen), productrice de connaissances et permettant de renforcer les compétences des jeunes qui



portent le changement (cf. chapitre « Jeunes »).

UNE ALLIANCE ENTRE OSI/OSIM, COLLECTIVITÉS LOCALES ET RECHERCHE :

les fédérations de ressortissants (IDD, la FADERMA, la CADERKAF et le RAME), les organisations de la société civile et les collectivités locales et leurs réseaux régionaux multi-acteurs (Lianes Coopération, Horizon Solidaire, Centr'aider), les organisations européennes Alianza por la Solidaridad et Gao Cooperazione Internazionale, mais aussi la recherche (Universités, centre de recherche) et les centres de ressources comme Via Le Monde)...

« Dans ce contexte, le programme « ODD et migrations » apparaît tout à fait pertinent puisqu'il permet aux acteurs locaux de mobiliser les acteurs du territoire sans pour autant les inscrire comme organisateurs et leur prêter des intentions directement en lien avec la politique locale. Le cadre des ODD offre une clé d'entrée moins stigmatisante, favorable aux échanges pluri-acteurs. » Extrait du rapport d'évaluation finale (Janvier 2020)



DANS LES HAUTS DE FRANCE :

RÉVÉLER, ANALYSER, DÉCRYPTER, (RE-)VALORISER LES MIGRATIONS

Dans la région des Hauts-de-France, la concentration de migrants, en particulier sur la zone littorale à proximité de Calais, engendre des tensions avec la population locale. Depuis quelques années, et en particulier depuis la soi-disant « crise migratoire » de 2015, les discours anti-migrants se propagent. Pour les élus, cette question reste très sensible et doit être traitée avec une grande prudence afin d'éviter les amalgames.

L'établissement du Grdr dans la région, il y a maintenant 20 ans, était mû par la volonté du Conseil Régional d'alors d'ouvrir les territoires ruraux du Nord Pas de Calais sur le monde. Depuis, le Grdr ne cesse de promouvoir la richesse de l'immigration particulièrement auprès des jeunes, dont il en a fait à la fois une cible clé et un acteur majeur. Aussi en 2019 et dans le cadre du programme « ODD pour les ODD » soutenue par l'AFD et ERASMUS+, 16 associations de jeunes ont postulées et obtenu un Prix « J'M,

Jeunesse et Migrations » qui leur a permis de mener des actions de sensibilisation et d'informations auprès d'un large public et dans toute la région. Ces associations ont égale

ment produit un nombre extraordinaire de messages positifs et d'outils média réutilisables particulièrement en milieu scolaire.



« La pertinence d'un projet croisant les approches ODD et migrations s'est démontrée tout au long de la mise en œuvre dans une région comme les Hauts-de-France où les sujets des migrations et du développement durable restent sensibles et font l'objet de débats politiques. Lianes Coopération a été partie prenante de l'ensemble des comités d'organisation des différents événements en région (thés palabres, formations, Prix J'M, forum européen...) et a participé à ces événements avec un rôle actif dans leur organisation. Sur chaque temps, plusieurs réunions préparatoires ont eu lieu. Le Grdr et Lianes se sont particulièrement attachés à y impliquer des acteurs locaux (Ligue de l'enseignement du Pas de Calais, Collectif Festisol de Calais, CDSI Boulogne, etc.). Ce travail d'implication a permis la participation de nouveaux acteurs aux événements (...). Le projet ODD et migrations a été le premier projet d'ECSI ouvert au réseau d'acteurs de la solidarité internationale et des migrations porté à l'échelle régionale. Il a été un déclencheur d'une dynamique de promotion et de sensibilisation aux ODD au sein du réseau Lianes coopération ainsi que d'un rapprochement avec les acteurs des migrations, traditionnellement en dehors des réseaux de coopération internationale. Le prisme des ODD est devenu depuis la matrice d'action de Lianes coopération ».

NIZAR YAICHE

(Réseau régional multi-acteurs Lianes coopération en Hauts de France)



EN EUROPE : L'ENTRÉE PAR LES ODD OFFRE UN LANGAGE COMMUN AUX ACTEURS DE DIFFÉRENTS PAYS

Par leur dimension universelle, les ODD transcendent les clivages « Nord-Sud ». A notre échelle, au Grdr, nous avons souhaité partager et diffuser notre lecture particulière et originale de la grille des ODD et de l'impact que peuvent avoir les migrations pour les atteindre. En partenariat avec l'association espagnole Alianza por la Solidaridad et italienne (GAO Cooperazione Internazionale) nous avons proposé de mettre en réseau des associations de jeunes engagées sur ces thématiques. Un cycle de rencontres et de formations réunissant plus de 120 participants issus des trois pays européens a contribué à mettre

en lien des bénévoles, des salariés d'associations issus de la migration, des organisations fortement impliquées dans le domaine de l'éducation au développement, des techniciens et élus de collectivités locales, etc. La création en 2019 d'un réseau de jeunes engagés sur ce sujet, de divers horizons, constitue certainement le résultat le plus marquant de ce programme ERASMUS+ (voir témoignage ci-contre).



“ TÉMOIGNAGE

« Je crois fermement que ce projet a eu de nombreux effets positifs sur moi-même. Tout d'abord, j'ai eu l'occasion de mieux comprendre quelles sont les différences entre l'Espagne, l'Italie et la France dans le domaine de la lutte contre les discriminations, ce qui m'a aidé à améliorer ma connaissance du sujet dans une perspective comparative. De plus, voir comment d'autres associations sans but lucratif, italiennes ou étrangères, traitent les sujets de la migration et des discriminations m'a donné de nouvelles idées pour réfléchir à de nouvelles façons de traiter ces questions au sein de mon association. Il y a eu beaucoup d'effets positifs en particulier ce projet a eu un grand impact sur le développement d'un réseau national et international pour notre association. »

ALBERTO VENDITTI

chargé de projet à l'association QuestaèRome

« Via le monde est un centre ressource départemental dédié à la citoyenneté internationale, à la mondialisation et au développement. Le conseil départemental est un territoire d'accueil. Une partie de sa population est issue des migrations. Il y a de fait un nombre important d'Organisations de Solidarité Issues des Migrations (OSIM) sur notre territoire. Nous avons réalisé avec le Grdr une étude dans le cadre du projet ODD et Migrations. A ma connaissance, c'est la première fois que nous portons un partenariat aussi fortement. Le Département de la Seine-Saint-Denis a financé dans le passé le Grdr, mais c'était différent. Dans le cas présent c'était un engagement sur la durée, à forte implication mutuelle. (...) L'ECSI reste un concept un peu flou pour les acteurs. Les ODD offrent un repère, un cadre pour le grand public. (...) Il faut encore travailler autour de l'animation de l'exposition et nous pensons à une version numérique interactive. Il y a des passerelles à faire avec le réseau des villes du territoire pour valoriser cette dynamique. En 2020, nous souhaitons travailler avec le Grdr en ce sens. Nous partageons des préoccupations communes. Le Grdr se donne le temps et les moyens d'initier, de rechercher. Travailler avec le monde associatif nous permet de sortir de nos codes institutionnels. »

MAGALI VIALARD

chargée de projets Service international – Via le Monde [CD 93]



EN SEINE SAINT-DENIS, DÉCLOISONNER LES SOLIDARITÉS, SE REVENDIQUER «TERRITOIRE ACCUEILLANT»

Depuis de nombreuses années, le Grdr a noué des relations partenariales privilégiées avec le centre de ressource départemental de la Seine Saint-Denis, Via Le Monde. En 2019, nous avons réalisé conjointement une étude intitulée « La Seine Saint-Denis dans le Monde, le Monde en Seine Saint-Denis ». Sous forme originale d'une étude-exposition-témoignages, elle a permis de retracer des parcours migratoires de porteurs de projets financés par

le Conseil Départemental. Elle nous aide à de comprendre pourquoi les personnes immigrées ont quitté leur pays d'origine, mais aussi pourquoi ils ont choisi de venir vivre en Seine Saint-Denis. Enfin, cette étude nous aide à identifier et mesurer l'impact qu'ont eu ces projets, ici et là-bas, dans l'atteinte des ODD. Cette étude-expo a d'ailleurs été largement diffusée en milieu scolaire dans tout le département.



L'étude « La Seine-Denis dans le monde, le monde en Seine Saint Denis » a été présentée dans les locaux du Conseil Départemental. Elle permet de mieux comprendre les dynamiques migratoires spécifiques à ce territoire d'accueil »





EN PERSPECTIVE, UNE APPROCHE INNOVANTE QUI CIBLE LES ÉLUS ET LES JEUNES !

Toutes les actions de sensibilisation et de plaidoyer liées aux activités dites « d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale » sont un levier précieux pour modifier les regards sur les migrants. En les articulant avec les objectifs de développement durable, elles deviennent un puissant facteur pour créer ou relancer des dynamiques de coopération sur tous les territoires, le long des routes migratoires.

Pour réussir ce pari, le Grdr renforce ses partenariats en s'associant à la Ligue de l'Enseignement, à l'Association Nationale des Villes et des Territoires Accueillants (ANVITA) et à l'Institut Convergences Migrations (ICM) dans une volonté de « changer

d'échelle » en passant d'une « stratégie d'ingénierie territoriale » à une « logique transformationnelle », à forts impacts, lisibles et visibles au sein des publics ciblés, notamment des élus et des jeunes. Le Grdr interviendra également aux côtés des autres acteurs engagés sur ces problématiques, la commission Migration de Coordination Sud dont le Grdr est chef de file, le CCFD Terre Solidaire, le FORIM, le CRID et le réseau Des Ponts Pas des Murs (DPPDM), les membres du projet « Un Univers Citoyen » porté par l'association E-Graine, ou encore la pluralité des membres du groupe de travail Pour un discours responsable et documenté sur les migrations (interministériel, AFD, etc).

À RETENIR



Suivi de la
réalisation des
16 PRIX J'M
(Jeunesse et
Migrations).

**UNE MALLETTE
À OUTILS** qui propose un
ensemble d'outils d'animations sur
les ODD et les migrations. Elle est
destinée aux professeurs ou
animateurs de centres sociaux
qui souhaitent animer des
sessions sur cette
thématique

**2 ODD TOURS EN IDF
ET EN HDF**
(15 rencontres,
100 participants).

**UNE EXPOSITION
ITINÉRANTE**
« la Seine Saint Denis
dans le Monde, le Monde
en Seine Saint-Denis »
(20 panneaux).

**5 VIDÉOS
«PORTRAITS»**
de jeunes leaders associatifs
issus des migrations
(traduites en 3 langues)

**DEUX
«CAMPAGNES DE PLAIDOYER
SUR LES DROITS»**
en Espagne (APS)
et en Italie (GAO)

**1 FORUM
EUROPÉEN**
à Lille
(100 personnes).

**4 PROJECTIONS
DÉBATS**
« Préjugés et
discriminations »

89 ÉLÈVES
ont participé à des animations
dans les Hauts-de-France
pour les sensibiliser
**SUR LES QUESTIONS
MIGRATOIRES**

LES RESSOURCES PARTAGÉES EN 2019



LIVRETS MÉTHODOLOGIQUES

- ➔ L'intercommunalité : une réponse aux enjeux du développement local dans le bassin du fleuve Sénégal
- ➔ L'intégration de la migration dans la planification locale des collectivités maliennes
- ➔ Négociation d'un Contrat-Plan État-Région (grille méthodologique)
- ➔ Préserver le patrimoine semencier du bassin du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal)

PARUTIONS ET ÉDITIONS

50 ANS DU GRDR

- ➔ « Une histoire des migrations » - Le Grdr raconté par ceux qui l'ont vécu
- ➔ « Les Transfrontaliers » - Un roman rédigé par François Dibot, adhérent au Grdr (Editions Scud)

LIVRETS D'EXPÉRIMENTATIONS

- ➔ Gouvernance de l'eau et de l'assainissement à l'échelle intercommunale
- ➔ Gestion des ressources naturelles dans un espace transfrontalier (Guidimakha Mauritanie et Mali)
- ➔ Contrôle citoyen de l'action publique à l'échelle intercommunale
- ➔ Renforcer la production et la commercialisation de la filière banane en milieu rural
- ➔ Développer un dispositif d'accompagnement des micro-entreprises rurales sur le territoire du Bosséa (Sénégal)
- ➔ Accompagner le processus d'élaboration du plan départemental de développement de Bakel (Sénégal)
- ➔ Mise en place d'un label territorial au sein de la Réserve Naturelle Communautaire du Boundou (Sénégal)
- ➔ Mettre en place une communauté numérique pour accélérer le développement du territoire



ÉTUDES RÉALISÉES

- ➔ Étude sur l'impact de l'orpaillage traditionnel dans la zone transfrontalière Kéniéba (Mali), Maali (Guinée) et Kédougou (Sénégal)
- ➔ Étude plan climat énergie de Benkadi (Mali)

- ➔ Étude de référence sur le profil migratoire des migrants potentiels et de retour, la perception de la migration et les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat dans les régions de Ziguinchor, Thiès, Tambacounda (Sénégal) et Kayes (Mali)
- ➔ Étude sur les flux des produits locaux dans le Guidimakha mauritanien (origine et destination des produits)
- ➔ Étude hydrologique dans les bassins du fleuve et du Karakoro (Mauritanie)
- ➔ Étude sur la diaspora tunisienne (« photographie des mutations des mobilisations collectives des ressortissants Tunisiens à l'étranger »)
- ➔ Étude monographique sur la zone transfrontalière Sénégal-Guinée Bissau (Goudomp/Farim-Ingoré-Bigène)
- ➔ Étude sur le secteur maraîcher à Nouakchott afin de mieux comprendre la place des produits maraîchers locaux et importés dans les circuits de commercialisation des Nouakchottois (Mauritanie)
- ➔ Étude sur la perception et la compréhension des conditions d'une bonne alimentation auprès des communautés de Rufisque (enquête auprès de 1000 personnes) – territoire sur lequel vivent 567 000 personnes (Sénégal)
- ➔ Recherche-action en partenariat avec l'Université Paris 8 dont l'objet et la production de connaissance à travers une bourse doctorale pour une recherche sur l'engagement des jeunes femmes dans les quartiers prioritaires (France)



CARTOGRAPHIES

- ➔ Cartographie des organisations de la société civile de femmes dans la région de Kayes (Mali)
- ➔ Cartographie des associations de jeunes engagés sur l'entrepreneuriat à Ryadh, Kaédi et Kiffa (Mauritanie)
- ➔ 9 fiches sur les pratiques urbaines à Can-chungo (Foncier, Démographie, gestion des déchets, habitats et constructions, eau et assainissement, électricité, économie, croissance urbaine, migrations). (Guinée-Bissau)



VIDÉOS

- ➔ Vingt ans d'action du Grdr dans le bassin du fleuve Sénégal
- ➔ Série vidéos : « La migration vue du Sahel »
- ➔ Série vidéos : « Les initiatives porteuses des jeunes mauritaniens »
- ➔ Série vidéos : « Les valeurs positives des jeunes mauritaniens »
- ➔ Série vidéos : « Les leaders associatifs en Mauritanie »
- ➔ Série vidéos : « Portraits de la jeunesse européenne ».

EN FRANCE ET EN EUROPE

COORDINATION SUD

www.csud.org

→ Depuis juillet 2017, le Grdr est chef de file de la commission (« Migrations »). Il est également particulièrement actif au sein des commissions « Jeunesse » et « Cofri » et participe régulièrement aux Commissions « Europe » et « ODD ».



LE GROUPE INITIATIVES

www.groupe-initiatives.org

→ Le Grdr est présent au du CA du Gi. En 2019, il a participé au comité de pilotage du Traverses N°49. En 2020, la gestion ad-



ministrative et financière du Gi, depuis plusieurs années assurée par le Grdr, sera transmise au Gret.

LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

www.cfsi.asso.fr

→ Le Grdr est représenté au Comité Conseil de Direction du CFSI. Durant la Campagne AlimenTerre, le film sur les cantines scolaires à Dakar, produit par le Grdr, a été sélectionné parmi la liste des films de la programmation du Festival et a été largement diffusé.



LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT

www.crid.asso.fr

→ Le Grdr s'est investi en Ile-de-France comme dans les Hauts de France dans l'organisation des « Etats Généraux des Migrations » (EGM) afin d'être force de proposition et d'obtenir un changement radical de la politique migratoire en France et en Europe.



LE F3E (évaluer, échanger, éclairer)
www.f3e.asso.fr



→ Le Grdr, accompagné par le F3E et le bureau d'étude EFFICOOP, a mené une étude d'impact de 20 ans d'appui au développement local au Sahel qui a été restituée lors des 25 ans du réseau. Par ailleurs, le programme AMOPAR (Sénégal, Rufisque) mobilise le F3E et ses partenaires dans le cadre des expériences pilotes.

LA COALITION EAU

www.coalition-eau.org



l'année 2019 a été marquée par le lancement d'une campagne inter-associative de plaidoyer, intitulée « L'eau est un droit ». Cette campagne vise à interpeller les décideurs nationaux et locaux afin d'obtenir des engagements pour la mise en œuvre du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement en France et à l'internationale. En 2019, la Coalition Eau a également été très active dans le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie internationale de la France pour l'eau et l'assainissement, pilotée par le Ministère des Affaires Etrangères, afin d'y porter les recommandations des ONG pour une aide publique au développement de la France

plus ambitieuse et efficace dans le secteur. En parallèle, la Coalition Eau a publié une étude, intitulée « La contribution des ONG françaises à la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement ».

→ Le Grdr a participé aux différents temps collectifs (assemblée plénière, rencontres thématiques...) et à la production d'une note d'expertise sur le thème « Participation citoyenne dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ».

LE PROGRAMME SOLIDARITÉ-EAU

www.pseau.org

→ Le Grdr a participé à la rencontre « Assainissement en milieu rural et dans les petits centres au Sénégal » (Paris, 5 novembre). Il était également représenté à la rencontre « Gestion intégrée des ressources en eau du bassin du fleuve Sénégal - enjeux, acteurs et perspectives » (Saint-Louis, 28 mars) et à l'atelier « Assainissement rural au Mali, outils de pilotage pour les collectivités et plan d'actions en milieu scolaire » (Kayes, 30 et 31 octobre).



EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

LIANES COOPÉRATION

www.lianescooperation.org



Lianes coopération est le réseau régional multi-acteurs (RRMA) des Hauts-de-France auquel adhèrent 70 structures (associations, collectivités territoriales, établissements publics, entreprises...) impliquées dans des actions de coopération internationale. Ensemble ils améliorent la qualité et la portée de leurs actions à l'international, développent la mobilité des jeunes ou construisent des actions d'éducation et de sensibilisation aux enjeux mondiaux. Ses activités visent à promouvoir les pratiques régionales en matière de solidarité internationale, à optimiser la gestion des compétences régionales au service des projets et du développement, à animer une réflexion collective autour du renouvellement permanent des pratiques de coopération et d'éducation au développement.

→ Le Grdr est membre du CA et du bureau de Lianes Coopération. Lianes Coopération et le Grdr ont étroitement travaillé ensemble sur les activités d'éducation au

développement et à la solidarité internationale (ECSI – voir chapitre 6 du présent rapport) dans les Hauts-de-France.

APES (Acteurs pour une Economie Solidaire)
www.apes-hdf.org



→ le Grdr est membre du CA de l'APES. L'APES et le Grdr ont travaillé ensemble sur les analyses et des outils permettant de mieux intégrer les dimensions migratoires et les acteurs en migration dans les projets d'ESS. Cette collaboration s'étend aujourd'hui à travers le projet « Accompagnement à la Création des Migrants Entrepreneurs » financé par l'Union européenne afin d'accompagner des projets de création d'activités économiques pour des personnes issues des migrations. Le Grdr et l'APES collaborent également dans le cadre des activités du Grdr en Algérie.

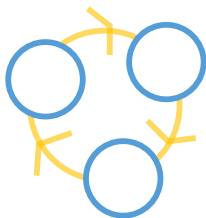
EN RÉGION ILE-DE-FRANCE

CITÉ DES MÉTIERS

www.cite-sciences.fr



→ Le Grdr est membre permanent du Comité stratégique de la Cité des métiers avec les partenaires institutionnels (DI-RECCTE, Région Ile-de-France, ville de Paris). Ce comité permet d'inscrire l'action du Grdr en articulation avec les orientations des politiques publiques dans les domaines de l'orientation, de l'insertion et de l'évolution professionnelle et de sensibiliser les acteurs du droit commun aux enjeux de l'intégration et de l'inclusion sociale et économique des migrants.



EN EUROPE

ALLIANCE TO FIGHT POVERTY

www.alliancestofightpoverty.org



L'alliance a été créée en 2010 pour répondre aux défis menaçants que représentent les tendances nationalistes. C'est une coalition informelle d'organisations de base, de mouvements de travailleurs, de syndicats, de laboratoires de recherches, de groupes de réflexion sociaux et d'experts de 13 pays européens. L'Alliance a créé une plate-forme pour une Europe qui se renouvelle en partageant expériences, connaissances et points de vue différents. « Alliance to fight poverty » promeut une Europe sociale, démocratique et durable.

→ Le Grdr est membre de cette coalition depuis 2018 à travers le programme Re-Invest (Pour une Europe sociale et inclusive). En octobre 2019, le Grdr a participé au temps fort du réseau, pour le développement de nouveaux cadres d'analyse autour de la gouvernance participative et des narrations autour de la migration à l'échelle européenne.

MIGRATION POLICY GROUP

www.migpolgroup.com



MPG est un groupe de réflexion indépendant basé à Bruxelles dont le but est enraciné dans sa capacité à inspirer les réseaux à fournir des projets, des recherches et des campagnes factuelles dans les domaines de l'intégration, de la migration et de la lutte contre la discrimination. En utilisant une méthodologie multidimensionnelle, MPG connecte les acteurs à l'analyse comparative, à la formation, aux pilotes et aux conseils, afin que les décideurs politiques et législatifs et les parties prenantes puissent améliorer leur législation, leurs politiques et leurs pratiques.

→ Le Grdr a rejoint le réseau MPG en 2018. En 2019 il a participé à la production de différents documents de capitalisation sur l'inclusion financière des entrepreneurs migrants et le soutien aux initiatives économiques portées par les migrants.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE CONSEIL DES ONG D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT (CONGAD)



www.congad.org

Le CONGAD compte 178 organisations membres, sénégalaises et internationales. Il propose des espaces de dialogue politique, social, économique et culturel, pour le renforcement de la société civile au service du développement. Il œuvre au Sénégal pour une société panafricaine, démocratique, solidaire, juste économiquement et sociale, ancrée dans les valeurs culturelles positives, ouverte sur le monde et orientée vers un développement humain durable. Il a pour objectif de « Promouvoir le développement participatif par le renforcement des capacités de ses membres, le dialogue politique, économique, social, culturel et le plaidoyer.

→ Au niveau des régions de la Casamance et de Tambacounda, le Grdr participe aux échanges et à la mutualisation de l'information, notamment sur le sujet de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

LA PLATEFORME DES OSC EAU ET ASSAINISSEMENT (POSCEAS) SÉNÉGAL



Mise en place en 2018 avec la participation de 25 organisations de la société civile et acteurs de l'eau et assainissement, cette plateforme, abritée par la CONGAD, est un espace de concertation, de mobilisation, d'anticipation, de proposition, de plaidoyer et de mise en cohérence des actions des membres, en vue d'une contribution efficace à la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.

→ Le Grdr est membre de cette plateforme qui sera moteur dans la mobilisation dans la construction du 9ème forum de l'eau qui se tiendra à Dakar en 2021.

LA PLATE-FORME DES ONG EURO PÉENNE AU SÉNÉGAL (PFONGUE)



www.pfongue.org

est un réseau regroupant 56 ONG internationales dont l'objectif est de renforcer l'efficacité de leur participation au développement économique, social et culturel du Sénégal. Les actions de la PFONGUE favorisent la concertation entre les différents acteurs de la Société Civile au Sénégal,

grâce à la capitalisation d'expériences et de méthodologies, les échanges, la formation et l'information. La PFONGUE est membre de la Commission Interministérielle Consultative et soutient le dialogue avec les pouvoirs publics sénégalais et tous autres partenaires. Dans le cadre de la pandémie du COVID 19, la PFONGUE a largement participé à la diffusion des différentes informations nécessaires aux ONG et a amorcé un dialogue constructif avec la délégation de l'Union européenne sur la mobilisation possible des ONG européennes et de leurs partenaires dans ce contexte de crise inédite.

→ La coordination du Grdr au Sénégal assure le secrétariat du bureau de la PFONGUE.

LA FÉDÉRATIONS DES COLLECTIFS D'ONG (FECONG) – MALI



La FECONG est une plateforme de réflexion et d'action pour 15 collectifs et réseaux d'ONG. Il concourt à l'élaboration, à la promotion et à la défense des politiques de développement au Mali. La FECONG assure le secrétariat du Forum des Organisations de la Société Civile (FOSC), interlocuteur des pouvoirs publics maliens

et internationaux, notamment depuis la crise politique de 2012.

→ Le Grdr de Kayes est membre de la Coordination régionale de Kayes (CRONG) de la FECONG.

LE FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI : LE FONGIM



est un regroupement de 88 ONG internationales au Mali. Il a pour mission d'offrir à ses membres un cadre de partenariat et de concertation entre tous les acteurs de développement dans le but d'influencer les politiques du gouvernement afin que les besoins des populations démunies et marginalisées soient pris en charge de manière optimale. Aux côtés du Conseil national de la société civile (CNSC) et du Forum des organisations de la société civile (FOSC), il est une des forces collectives de plaidoyer et de représentation sur les politiques nationales et internationales.

→ Le Grdr est inscrit dans trois groupes de travail : « sécurité alimentaire » (GTSA), « efficacité du développement » (GTED) et « énergie et climat » (GTEC).

LE COLLECTIF « 5 DELTAS »

en 2019, le 5Δ a aussi poursuivi la démarche engagée dans le projet « Diffusion d'Expériences innovantes de gestion participative - Mangroves et Territoires » (DE-METER nov. 2017-oct 2020). Une « boîte à outils » a été élaborée afin de capitaliser de manière croisée capitalisation les actions du collectif. 10 organisations de la société civile ont été soutenues pour la mise en œuvre d'actions de gestion participative, équitable et durable des territoires de mangrove. Enfin, nos équipes ont été fortement mobilisées pour la concrétisation du projet « Gestion des forêts de mangroves du Sénégal au Bénin » qui s'inscrit dans le programme PAPBio de l'Union européenne (UE) en partenariat avec l'UICN et Wetlands International.

→ Le Grdr est partie prenante de l'ensemble des activités présentées ci-dessus.

LE PARTENARIAT RÉGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA ZONE CÔTIÈRE ET MARINE (PRCM)

www.prcmarine.org

Le PRCM en Afrique de l'Ouest est une coalition d'acteurs travaillant sur les problé-



matiques du littoral ouest africain et couvrant sept pays (le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone).

→ Le Grdr est membre du collège des associations internationales du PRCM depuis 2015. Plusieurs autres membres du collectif 5 deltas y ont également adhéré ce qui favorise une meilleure interconnaissance.

LE PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS (PCPA) DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA JEUNESSE GUINÉENNES – PROJEG ONG GARANTE : AIDE ET ACTION

est un espace de concertation et de travail collectif où sont rassemblés 160 membres. En réalité, plus de 500 organisations des sociétés civiles et des pouvoirs publics français et guinéens désireux de « se concerter pour relever ensemble les défis de la Guinée » y participent. Après 12 ans d'animation et d'actions, l'année 2019 a marqué la clôture du PROJEG. Une de ses dernières actions a été la publication d'un rapport intitulé

« Les compagnies minières respectent-elles les obligations légales ? ». Les résultats de l'accompagnement des 9 collectifs de la société civile dans l'animation d'un dialogue multi-acteurs ont été capitalisés puis diffusés.

→ Le Grdr est membre observateur du PCPA Guinée et a été en étroite relation avec certains acteurs du PCPA (CAGF, AJGF, CCFD-TS, Etudiants et Développement, Gemdev) dans la cadre de l'ouverture de la cellule du Grdr dans la Préfecture de Boké.

AU MAGHREB

LE PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS (PCPA) - ALGÉRIE (PROGRAMME JOUSSOUR)

ONG GARANTE : CFSI

www.pcpalgerie.org

le programme Jousour est né en 2007 de la volonté commune d'associations algériennes et françaises d'agir ensemble pour l'enfance et la jeunesse. Son objectif est de soutenir les 120 associations membres dans la mise en œuvre de leurs

projets. 2019 a été une année charnière : Jousour s'est ancré dans des contextes marqués par des mouvements citoyens de contestations populaires, le « Hirak » en Algérie et le mouvement des « gilets jaunes » en France. Par ailleurs, les membres du Programme ont poursuivi leurs activités de solidarités avec des populations plus fragiles et exclues. Au total, 32 projets ont été mis en œuvre pour approfondir le dialogue avec les services déconcentrés de l'Etat, en mobilisant les pouvoirs publics locaux, des acteurs académiques et/ou économiques. Les partenariats des associations membres se sont démultipliés à l'échelle locale, nationale et internationale. Les associations algériennes ont augmenté et rajeuni leurs bases sociales et leurs surfaces opérationnelles ont très nettement augmenté.

→ Le Grdr en Algérie a participé à l'instruction et à la sélection de 10 projets dédiés à valoriser cette utilité sociale et portés par les membres qui seront mis en œuvre en 2020 en Algérie et en France.

LE PROGRAMME CONCERTÉ PLURI ACTEURS (PCPA)-TUNISIE (PROGRAMME SOYONS ACTIF/ACTIVES - ONG GARANTE : SOLIDARITÉ LAÏQUE)

www.actives-actifs.org

en 2019, le PCPA a terminé sa première phase opérationnelle avec un bilan positif : 47 projets pilotes ont été soutenus et près de 40 000 personnes en ont bénéficié dans 22 des 24 gouvernorats de la Tunisie et dans 6 régions françaises. Une seconde phase opérationnelle a démarré fin 2019 avec de nouvelles procédures d'accès aux fonds pour les projets et le renouvellement de la gouvernance des pôles thématiques « Education », « Insertion socio-professionnelle et économie sociale et solidaire », « Démocratie locale et participative ».

→ Le Grdr a renouvelé sa participation dans le travail des « pôles thématiques » consacrés à la démocratie locale et participative (équipe Grdr-Tunisie) et à l'insertion socioprofessionnelle/économie sociale et solidaire (antenne Hauts de France). L'objectif est de renforcer les liens entre ses propres activités et les enjeux du PCPA.



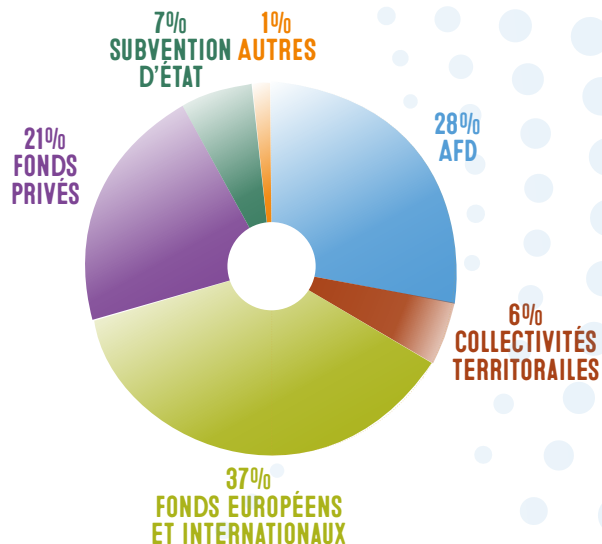
LE BUDGET EXÉCUTÉ EN 2019 EST DE 6,8 MILLIONS D'EUROS.

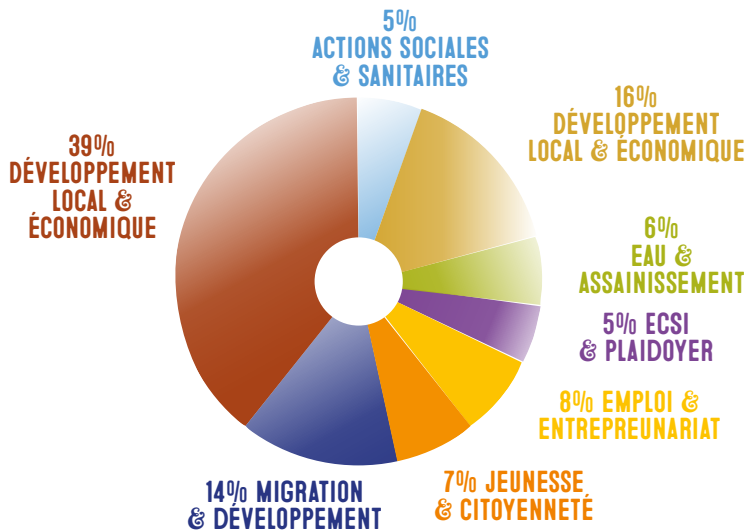
Cette hausse par rapport à 2018 (5,8 M€) est induite par la croissance de l'activité sur tous les sites d'action du Grdr ainsi que par le démarrage de programmes de résiliences et de sécurité alimentaire importants dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

NOS SOURCES DE FINANCEMENTS

Les fonds européens et internationaux (37%) restent la principale source de financement pour le Grdr. La contribution de l'AFD est également en légère hausse (+7% par rapport à 2018), confirmant ainsi la qualité du dialogue avec nos interlocuteurs de l'Agence. Les fonds privés (provenant essentiellement de fondations et d'associations partenaires telles que la fondation Abbé Pierre, le CCFD-TS, le CFSI...) sont proportionnellement stables à hauteur de 21%, ce qui est un gage de confiance envers notre engagement de proximité auprès des personnes vulnérables.

Les subventions d'Etat (7%) et des collectivités territoriales (6%) sont proportionnellement en hausse avec des engagements annuels qui ont été renouvelés et qui offrent une plus grande visibilité à notre action en direction des publics vulnérables, particulièrement en France (seniors, femmes, jeunes).



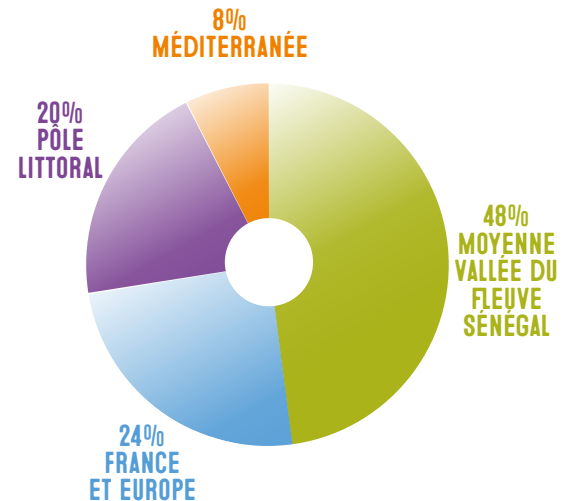


NOS PRINCIPALES ACTIVITÉS

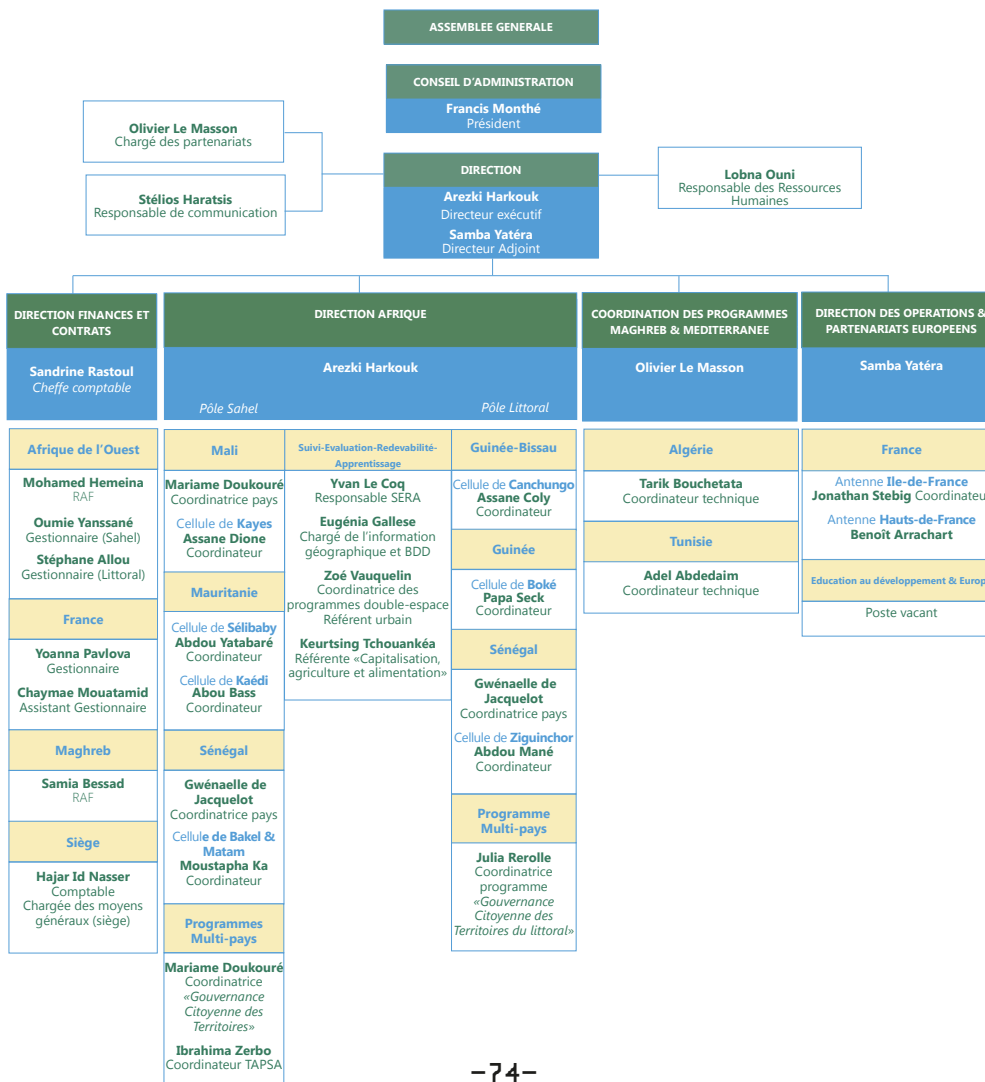
La Sécurité alimentaire & gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest représente la plus grosse part de nos activités, soit 39% de notre budget 2019. Le développement local et économique occupe toujours une place importante de notre action (16%). Les activités « Migrations & Développement » ont augmenté de manière très significative par rapport aux années précédentes, passant de 5% en 2018 à 14% en 2019, notamment sous l'effet du programme de « Gestion locale des migrations » en Tunisie. En France, les activités « emploi et entrepreneuriat » représentent 8% de notre budget 2019, et les « actions sociales et sanitaires » en direction des étrangers résidents s'élèvent à 5%, de même que nos programmes d'Education Citoyenne à la Solidarité Internationale (ECSI). Enfin, les actions « Jeunesse & Citoyenneté » ont représenté 7% de notre activité, soit à peu près autant que nos actions « Eau & Assainissement » (6%) qui marquent la fin des 2 gros programmes d'assainissement total par les populations (ATPC) en Mauritanie.

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE NOS ACTIVITÉS

La répartition géographique de notre budget en 2019 est sensiblement identique à celle de l'année précédente. La moyenne vallée du fleuve Sénégal concentre toujours près de la moitié de notre activité (48%). Les activités en France et en Europe restent stables (24%), de même que celles sur le pôle littoral (20%). Nos activités au Maghreb ont légèrement augmenté, passant de 6% en 2018 à 8% en 2019 avec le démarrage d'une seconde phase au programme INNOV'ASSO en direction des jeunes en Algérie.



ORGANIGRAMME



ADRESSES & CONTACTS

SIÈGE SOCIAL

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex-France
Tél : +(331) 48577580
Fax : + (331) 48575975
grdr@grdr.org

POLE FRANCE

GRDR ILE-DE-FRANCE

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex-France
Tél : + (331) 48577580
Antenne.idf@grdr.org

GRDR HAUTS-DE-FRANCE

Maison de l'ESS
235 boulevard Paul Painlevé
59 000 Lille - France
Tél : (+333) 20428311
antenne.npdcc@grdr.org

POLE SAHEL

COORDINATION MALI :

Badala Sema Gesco Rue 139 - Porte 328
BP E 3360 Bamako - Mali
Tél : + (223) 20222589
afrique@grdr.org

GRDR KAYES

Rue 136 Porte 37 Legal Segou
BP 291 Kayes - Mali
Tél : + (223) 21522982
mali@grdr.org

COORDINATION MAURITANIE :

E Nord 163
BP 2013 Nouakchott - Mauritanie
Tél /fax : + (222) 45256492
mauritanie@grdr.org

GRDR KAÉDI

Quartier Latin
BP 136 Kaedi - Mauritanie
Tél : + (222) 45335045
kaedi@grdr.org

GRDR SÉLIBABY

Quartier Collège
BP 91 Sélibaby - Mauritanie
Tel : + (222) 45344347
selibaby@grr.org

GRDR BAKEL ET MATAM

Route de l'Hôpital BP 18, Bakel - Sénégal
Tél: +(221) 339398035
bakel@grdr.org

POLE LITTORAL

GRDR BISSAU

Bairro Ajuda, 1^o faxe, traseiras mesquita
Attadamu (RAJ) Bissau - Guinée-Bissau
Tél : + (245) 969085106
pole.littoral@grdr.org

GRDR ZIGUINCHOR

Avenue Emile Badiane
BP 813 Ziguinchor - Sénégal
Tél : + (221) 339912782
Fax : + (221) 339912789
ziguinchor@grdr.org

GRDR CANCHUNGO

Avenida Tititna Sila
Canchungo, CP 573 - Bissau
Tel. : + (245) 5268621
cacheu@grdr.org

GRDR DAKAR

Villa 228, 1^{er} étage, Terminal P7
Coté Assemblée
Ouakam - Dakar - Sénégal
Tél : + (221) 338673961
dakar@grdr.org

GRDR BOKÉ,

Quartier Dibiya, près du service régional
des Impôts Commune de Boké



Grand Nord 50 ans
1969-2019